

Premier livre d'IBON sur la Coopération Sud-Sud

ISBN 978-971-9657-06-04

Copyright

© IBON International 2015

Tous droits réservés

IBON International détient les droits de cette publication. La publication peut être citée en partie tant qu'IBON est clairement stipulé comme la source et qu'on fournisse à IBON une copie du travail final où les citations et les références apparaissent.

IBON International (www.iboninternational.org) est une institution de service avec un caractère et une étendue de travail international. Il se consacre au développement des capacités pour les droits de l'homme et de la démocratie à travers le monde. Il renforce les liens entre les campagnes et les plaidoyers nationaux, ainsi que les initiatives internationales. Il amène les questions de développement sur la scène internationale de manière à ce que les organisations des citoyens et les mouvements sociaux puissent collaborer au niveau des pays.

IBON International initie et met en place des programmes internationaux, développe et accueille des réseaux internationaux, initie et participe à des campagnes de plaidoyer international, et établit des bureaux régionaux et nationaux dans les cas où c'est nécessaire et approprié.



IBON International
3rd Floor IBON Center
114 Timog Avenue, Quezon City
Philippines 1103

Tel : +632 9277060 to 61 ext. 202

Fax : +632 9276981

Site internet : <http://iboninternational.org/>

Email : international@iboninternational.org

Crédit photos :

UNICEF Éthiopie

NachoFradejas Garcia

Table des matières

Introduction

Chapitre I.
Définir la Coopération Sud-Sud

Chapitre II.
Modalités de la Coopération Sud-Sud

Chapitre III.
Valeur de la Coopération Sud-Sud

Conclusion

Bibliographie

Introduction

L'assistance au développement, ainsi que les approches et modalités dans lesquelles elle est fournie aux pays du Sud sont toujours soumises à un flux constant. De ses débuts comme un soutien aux infrastructures et à l'économie pour les pays ravagés par la guerre mondiale au moment où elle a été considérée comme un investissement pour le bien public mondial, sa pratique et ses méthodes se sont facilement adaptées aux changements dans l'histoire et à la façon dont le concept de développement est conçu.

Le cadre d'aide traditionnelle au développement Nord-Sud reposait principalement sur les pays industrialisés qui fournissaient une aide aux pays en développement pour les aider à respecter leurs objectifs de développement. Les relations entre le donneur et le receveur étaient caractérisées comme inégales et paternalistes. En outre, l'aide traditionnelle au développement a été utilisée comme outils pour favoriser les intérêts géopolitiques et économiques des pays du Nord. Ces caractéristiques et beaucoup d'autres de l'aide traditionnelle Nord-Sud ont conduit à ce que l'hémisphère sud recherche des approches de développement alternatif.

La coopération Sud-Sud a donc émergé dans les années cinquante dans le contexte de la lutte commune des anciennes colonies pour l'indépendance et dans le contexte de développement authentique. Vingt-neuf pays d'Asie et d'Afrique se sont réunis à la Conférence de Bandung en 1955 pour promouvoir la coopération économique et culturelle dans la région Asie-Afrique « sur la base de l'intérêt mutuel et du respect de la souveraineté nationale. » Ce fut une étape importante, considérée comme une conférence Sud-Sud pionnière qui a ouvert la voie à la montée du Mouvement des pays non alignés (NAM) en 1961 et au Groupe des 77 en 1964.

Par exemple, dès le milieu des années 50, l'aide au développement de la Chine a commencé et cette dernière a augmenté dans les années 60 et 70. Son soutien était axé sur l'agriculture, l'assistance technique, et quelques projets d'infrastructure tels que le chemin de fer Tanzanie-Zambie de 1200 miles—son projet d'aide le plus grand dans l'histoire à 500 millions de dollars américains — construit entre 1970 et 1975. Alors que l'aide étrangère chinoise a diminué dans les années 80, elle s'est à nouveau améliorée dans les années 90.

Autour de cette période de coopération naissante, les États-Unis ont aussi renforcé l'aide étrangère dans le cadre de la sécurité mutuelle, dirigeant les ressources aux gouvernements étrangers qu'ils voulaient enrôler dans sa croisade mondiale anticommuniste (comme la Corée du Sud, Taiwan, Vietnam, Philippines, la Thaïlande, l'Inde, l'Iran, la Jordanie et le Pakistan), tandis que les anciennes puissances coloniales en Europe ont reconfiguré leurs relations économiques et politiques avec leurs colonies en réaction au succès des mouvements de libération nationale et des luttes anticoloniales dans ces dernières. Il est donc important de reconnaître que la géopolitique, la politique étrangère et l'économie politique sont des dimensions clés dans la compréhension de la coopération Sud-Sud dans le contexte de l'après-guerre froide.

Au cours des dernières décennies, il ya eu une augmentation notable de la coopération entre les pays du sud. Ils s'engagent à un dialogue actif diplomatique, à des forums et des centres de partage des connaissances, des formations politiques ou économiques régionales ou mondiales, et la coopération au développement. Ces activités entre les pays du sud sont désignées collectivement par la coopération Sud-Sud (CSS). Ce qui manque encore est cependant un consensus international sur la définition de travail et les paramètres qui constituent la CSS. La difficulté est de différencier le concept de la myriade d'activités de coopération dans lesquelles les pays du sud participants sont engagés telles que le commerce, les accords économiques, les coalitions politiques, la coopération au développement et les investissements étrangers.

Malgré cela, il ya un soutien écrasant aux activités de la CSS de la part de la communauté internationale du développement. Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, croit que la CSS offre des « solutions vraies, concrètes pour relever les défis communs de développement » (Secrétaire général des Nations Unies, 2013). Le Document du Sommet du G20 en 2010 salue l'intensification et l'intégration de l'expérience—et le partage des connaissances entre les pays en développement pour le renforcement des capacités (G20 2012). Les potentiels repérés pour aborder les défis de développement tirés de l'expérience et du savoir-faire du Sud ont convaincu la communauté internationale que cette coopération est un outil de développement qui doit être utilisé, soutenu et développé de manière plus approfondie.

Cette approche au développement dirigée par le Sud offre également un nouveau changement possible dans le paradigme de développement. La CSS présente des changements positifs dans les relations entre donateurs et bénéficiaires, dans les modalités et les approches en matière de développement, et dans la diversité des acteurs de développement. Ceci représente une opportunité pour les pays du Sud de créer des espaces alternatifs pour poursuivre leur trajectoire de développement en dehors des notions hégémoniques de développement prescrites par les institutions occidentales telles que celle de la Bretton Woods.

Comme un outil de développement, il est nécessaire d'étudier de manière approfondie et d'examiner les expériences mondiales de pays engagés dans la CSS. L'essor du groupe BRICS a apporté des institutions et des alliances qui pourraient changer l'avenir du paysage de développement, mais il ya beaucoup de débats quant à savoir si ce seront vraiment des développements positifs pour l'ensemble du Sud. En revanche, ceci peut être simplement un changement de puissance mondiale, relayant le pouvoir des pays occidentaux aux pays en développement. Un autre domaine d'étude réside dans les questions et les critiques de la coopération Sud-Sud pour le développement (UNDP) sur son adhésion aux principes de l'efficacité du développement et sur sa valeur ajoutée dans l'ensemble du paysage actuel de développement. Ce guide servira d'aperçu et d'exploration initiale de la complexité de la CSS. Elle analysera la particularité de sa coopération au développement, les opportunités qu'elle apporte et les défis auxquels elle est confrontée.

Chapitre 1 : Définir la Coopération Sud-Sud

I. Comment a commencé la CSS?

Le début de la coopération entre les pays en développement partout dans le monde a jailli d'une réaction collective aux changements politiques et économiques en cours dans l'arène internationale. L'idée de la solidarité a grandi à partir des expériences historiques communes des pays de l'hémisphère sud, qui avaient collectivement traversé des siècles de colonialisme et des guerres mondiales. Beaucoup de ces pays ont été impliqués dans des luttes durant des décennies contre les puissances coloniales pour leur indépendance nationale. Certains ont été pris dans le chaos qui a suivi les deux guerres mondiales, qui étaient essentiellement des batailles des puissances mondiales pour des sphères d'influence. Dans la première moitié du 20^e siècle, un mécontentement international était palpable non seulement en raison de l'histoire de l'oppression des pays du Sud, mais aussi en raison de la poursuite de la relation inégale des pays du Nord dans ses relations économiques et politiques avec leurs homologues du Sud.

Coopération politique

La Conférence de Bandung, qui a été convoquée en avril 1955 en Indonésie, a été la première de son genre dans l'histoire des relations internationales. Elle a été fixée dans le contexte d'un conflit international de plus en plus important entre les deux grandes puissances, les États-Unis et l'Union soviétique. La guerre froide a été établie pour diviser le monde en deux blocs idéologiques et politiques et est devenue une préoccupation majeure pour les pays nouvellement décolonisés. Ces pays du Tiers Monde étaient unis dans leur intérêt de maintenir leur indépendance par rapport aux sphères concurrentes du pouvoir mondial. Ils ont également exprimé leur intention de participer à la coopération mutuelle pour maintenir la paix et empêcher ce qui était une guerre imminente.

La Conférence a été organisée par l'Indonésie, le Myanmar, les Philippines, le Sri Lanka et le Pakistan et a compté sur la participation de 29 pays nouvellement indépendants d'Afrique et d'Asie. Pendant la conférence, les dirigeants mondiaux ont exprimé leur soutien pour les luttes anticolonialistes d'autres pays. Ils étaient également conscients et méfiants de l'aide et des alliances militaires offertes par le gouvernement américain à travers la politique étrangère de John Foster Dulles, qui visait expressément à contrer le communisme (Young 2005, 13).

Les dix principes de Bandung étaient basés sur, entre autres, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la reconnaissance de l'égalité de toutes les nations, l'abstention de toute intervention ou ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays, le respect du droit de chaque nation à se défendre, ainsi que la promotion de l'intérêt mutuel et la coopération.

Six ans après la Conférence de Bandung, le Mouvement des pays non alignés a été créé par cinq dirigeants des pays du Tiers-Monde à savoir, Gamal Abdel Nasser d'Égypte, Kwame Nkrumah du Ghana, Shri Jawaharlal Nehru d'Inde, Ahmed Sukarno d'Indonésie et Josip Broz Tito de

Yougoslavie. La Déclaration de La Havane de 1979 énonce le but du mouvement qui est d'assurer « l'indépendance nationale, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité des pays non-alignés » dans leur « lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et toutes les formes d'agression étrangère, d'occupation, de domination, d'interférence ou d'hégémonie, ainsi que contre les politiques des grandes puissances et blocs (Castro)".

Le premier sommet à Belgrade, en 1961, a d'abord été suivi par 25 pays et l'adhésion plus tard a augmenté tout au long des décennies. Le mouvement était non seulement une expression de la solidarité entre les nations du Tiers-Monde, mais est également devenu l'avant-garde de la décolonisation et de la lutte antiapartheid, ainsi que la base pour la coopération mutuelle entre les pays affiliés. Parmi les objectifs adoptés plus tard dans le 14e Sommet à La Havane, il y a la promotion de la coopération Sud-Sud pour assurer le développement humain et renforcer la solidarité internationale.

Coopération économique et technique

Les origines de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) tracent la prochaine étape vers une plus grande acceptation de la nécessité des coalitions Sud-Sud. La CNUCED a été conçue par une réunion non-ONU des pays d'Asie, d'Afrique, et les pays d'Amérique latine pour la Conférence sur les problèmes des pays en développement qui a eu lieu au Caire en 1962. La Déclaration du Caire a appelé à la tenue d'une conférence dans le cadre des Nations Unies sur les questions pertinentes sur le commerce et l'économie entre les pays en développement et les pays développés.

La CNUCED a été convoquée la première fois dans le cadre d'une désillusion croissante avec les institutions de BrettonWoods, la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI), et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Le GATT, signé en 1948, était un accord provisoire qui a favorisé la coopération internationale sur le commerce international et les règles de base établies sur la régulation tarifaire. Cependant, il manquait profondément de dispositions pour assurer la capacité des pays en développement de participer équitablement dans les négociations commerciales. Les négociations du GATT ont travaillé avec le principe de nation la plus favorisée (NPF) qui assurait des avantages commerciaux égaux avec le pays partenaire. Ceci a sévèrement réduit le pouvoir de négociation des pays en développement étant donné qu'ils ne sont pas économiquement égaux avec les pays de l'OCDE.

Les pays en développement ont également été laissés marginalisés dans les processus de la BM et du FMI, puisque le pouvoir de vote est déséquilibré et est clairement en faveur des pays développés avec les plus grandes parts de l'investissement. Ces institutions ont également préconisé principalement des politiques néolibérales dans le commerce et étaient défavorables à la mise en place des systèmes commerciaux préférentiels et à l'autorisation des politiques protectionnistes des pays en développement. Les négociations du GATT ont été également

limitées pour les nations épousant un développement économique néolibéral et ont exclu tous les pays socialistes.

Le CNUCED qui est devenu un organe de l'Assemblée générale de l'ONU a été convoqué sur l'objectif ambitieux de préconiser un système de commerce international alternatif qui permettrait aux pays en développement de participer à des règles du jeu équitables. Le CNUCED était contraire aux notions dominantes de libre-échange et a épousé un traitement préférentiel pour les pays en développement pour qu'ils remplissent efficacement l'écart du commerce mondial. Il tient des sessions périodiques permettant d'évaluer, discuter et négocier sur les questions de commerce et de développement. Le CNUCED finance également la coopération technique et d'assistance entre les pays membres.

Le Groupe des 77 (G77) découle de la recherche collective d'une alternative par les pays en développement. Le Groupe a été établi en 1964 dans une Conférence de la CNUCED à Genève avec la composition initiale de 77 pays en développement et s'est agrandi à 132 pays membres à l'heure actuelle. Il a été considéré comme le début de l'inclusion du développement social n'affectant pas la croissance économique dans les pays en développement. La Déclaration conjointe a examiné la formation de la coalition comme "un premier pas vers une reconnaissance internationale d'une nouvelle politique commerciale pour le développement" (G-77, 1964). Il cite la nécessité d'adopter de nouvelles approches et perspectives dans le domaine économique international pour combler le déficit du commerce et la prévalence de la pauvreté dans leurs sociétés.

Le but de la création du G77 était d'augmenter le pouvoir de négociation des pays en développement des Nations Unies et de promouvoir les intérêts économiques collectifs de ceux impliqués dans la coalition. Il a fourni une arène aux pays en développement pour discuter des propositions et des programmes de l'ONU et pour renforcer les initiatives de coopération entre les nations dans le monde en développement.

L'adoption du Plan d'action de Buenos Aires (PABA) en 1978 a davantage créé la validité et l'importance de la coopération Sud-Sud. Il a stimulé la reconnaissance internationale de la coopération technique entre les pays en développement (CTPD) et a créé des directives pratiques pour la réalisation de la CTPD. Adoptée par 138 pays, son but est de fournir un plan détaillé pour mettre en pratique cette nouvelle approche de l'aide au développement qui préconise de compléter l'aide au développement Nord-Sud avec des projets et des programmes de coopération entre pays en développement (PNUD, 1978).

Les réalités des inégalités économiques et politiques entre pays du Nord et du Sud ont évidemment été remarquées dans les grandes institutions internationales, le système économique mondial et l'aide au développement. Il y a donc eu une prise de conscience croissante de l'expansion de la coopération internationale et des relations nécessaires pour une participation égale des pays en développement et de la distribution équitable des avantages. La CTPD a été considérée comme un moyen de fomentier l'autonomie nationale et collective et de fournir aux pays en développement la capacité de résoudre leurs problèmes de

développement. Il prône les échanges techniques des politiques et des expériences réussies qui abordent les connaissances dans les problèmes sociaux et de développement pour les avantages mutuels des pays participants. Le PABA cherchait à faciliter cette modalité en présentant 38 recommandations pratiques et en exhortant les organisations internationales et les pays développés à soutenir activement la CTPD par des moyens de financement ou d'autres types d'assistance.

Tendance globale de la CSS

L'expansion mondiale de la CSS peut être clairement vue à travers la prolifération des formations de coopération régionale dans toute la seconde moitié du 20^e siècle. Le régionalisme lui-même a évolué à travers l'histoire avec une distinction faite par des universitaires sur le type de régionalisme en cours d'adoption au niveau mondial. Le régionalisme classique qui était le pilier des années 50 et 60 a été basé sur le contexte de la division mondiale dans la logique de la guerre froide qui a été imposée par des superpuissances en compétition. Ce régionalisme était principalement unidimensionnel et axé sur l'ordre militaire, politique, ou la coopération économique (Hettne et Soderbaum 2006, 182).

Les années 80 ont apporté une nouvelle vague de coopération régionale qui a été davantage fondée sur des secteurs multidimensionnels d'intérêts tels que le commerce, la sécurité, la culture, l'économie, la science et la technologie, l'aide au développement, etc. Cette coopération a été principalement dirigée par la nécessité interne au sein des régions elles-mêmes pour promouvoir et travailler sur ces intérêts communs. Un exemple d'un tel régionalisme est l'Union européenne qui englobe 28 pays et qui accueille diverses institutions régionales indépendantes telles que la Commission européenne, la Banque centrale européenne, la Cour de justice de l'Union européenne, le Parlement européen, pour n'en nommer que quelques-uns. Il est considéré comme le modèle le plus avancé de l'intégration régionale dans les pays du Nord.

Les pays du Sud ont activement cherché à fonder des institutions de coopération tout au long des dernières décennies. La première de ces institutions était la Ligue arabe qui a été créée en 1945 par six pays arabes, à savoir, la Jordanie, l'Égypte, l'Irak, le Liban, l'Arabie saoudite et la Syrie. C'est toutefois dans les années 60 que l'essor de la coopération régionale a véritablement commencé avec la création en 1963 de l'Organisation de l'unité africaine, rebaptisée plus tard l'Union africaine. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a été créée trois ans plus tard, grâce à la composition initiale de cinq pays fondateurs.

Cela a entraîné d'autres formations régionales en Amérique latine et dans les Caraïbes parmi lesquels la Communauté andine, la Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Marché commun du Cône Sud (Mercosur), et l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA). En Afrique, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), fondée en 1975, a fixé l'étape importante de la coopération sous-régionale dans le continent. Elle a été ensuite suivie près de deux décennies plus tard, par la formation de l'Union économique et monétaire de l'Ouest africain (UEMOA) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).

Actuellement, il ya une multiplicité d'institutions régionales et d'accords de coopération dans les pays du Sud qui sont fondés sur la coopération sur un certain nombre d'intérêts communs au sein des pays du Sud qui sont souvent effectués à travers les institutions thématiques régionales indépendantes.

La coopération au sein des pays du sud sur la coopération technique et l'assistance spécifiquement fournie au développement et la coopération technique est également représentée par la prolifération des institutions régionales de développement dans le monde entier. Un excellent exemple en Afrique est la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) qui lie 15 États dans le but de parvenir à l'intégration régionale en termes d'économie, de politique et de sécurité. Il comprend également un volet de coopération au développement qui vise à coordonner efficacement et à faciliter la mobilisation des ressources, ainsi qu'à promouvoir le partage d'informations et les dialogues de politique stratégique entre les pays membres. Il définit expressément la réduction de la pauvreté et le développement socio-économique parmi ses principaux objectifs.

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) fournit également une quantité importante de l'investissement dans les projets et programmes de développement autour de la région. Il joue un rôle important pour assurer la stabilité économique de la région du Golfe comme on peut le voir à travers son aide américaine de 20 milliards de dollars pour l'Oman et le Bahreïn perturbés en 2011 (Murphy 2011). En fait, la plupart des institutions régionales telles que l'ASEAN, l'ALBA, la CEDEAO, et d'autres mentionnées auparavant, ont déjà une composante de la coopération au développement en fonctionnement.

Essor de BRICS

L'essor des économies de BRICS, d'autre part, constitue une nouvelle façon de regarder la CSS et est un défi pour la domination européenne et américaine. Le "BRIC", terme inventé en 2001 par un document de la Goldman Sachs discutant du changement imminent de la puissance économique des pays développés à certains pays potentiels dans le monde en développement, notamment le Brésil, la Russie, l'Inde, et la Chine. Ce document prédisait que ces quatre économies dépasseraient ensemble le rendement des pays du G7 en 2032 (Beattie 2010). L'Afrique du Sud a été ajoutée plus tard dans ce groupe en 2010 en reconnaissant son progrès économique et sa position influente dans la région africaine.

Ces cinq économies émergentes représentent actuellement plus d'un quart du PIB mondial et plus de 40 % de la population mondiale (BRICS 2013a, 3). Ils organisent également environ 40 % de la main d'œuvre mondiale. Les statistiques de l'OCDE ont présenté les flux combinés d'aide au développement du BRICS à d'autres pays en développement à 3,77 milliards de dollars en 2011, à l'exception du Brésil qui n'a pas publié de données sur le total consacré à l'aide au développement en 2010 et 2011. Bien que les pays développés continuent d'être la source principale de l'APD, les pays émergents ont été en constante augmentation dans leur financement du développement.

Estimate of gross concessional flows for development co-operation ("ODA-like" flows) from the BRICS						
Current USD Millions						
Country	2007	2008	2009	2010	2011	Source
ODA as reported to the DAC						
Russia ¹				472.3	479.0	Reporting by Russia to the DAC
Estimates on ODA-like flows as published in national publications						
Brazil ²	291.9	336.8	362.2	n.a.	n.a.	Office of the Presidency, Brazil.
China	1,466.9	1,807.6	1,947.7	2,010.6	2,468.1	Fiscal Yearbook, Ministry of Finance, China.
India ³	392.6	609.5	488.0	639.1	730.7	Annual Reports, Ministry of Foreign Affairs, India.
South Africa ³	82.3	86.0	82.5	87.7	95.1	Estimates of Public Expenditures 2010-2012, National Treasury, South Africa.

1) The Russian Federation began reporting its ODA figures to the DAC in 2011 on 2010 flows (see Table 33a).

2) Brazil has not published complete figures on its development cooperation in 2010 and 2011.

3) Figures for India and South Africa are based on their fiscal years. 2011 data corresponds to fiscal year 2011/2012.

(OCDE 2012a)

Dans un contexte d'une crise financière prolongée ayant lieu dans les pays développés, il y a une reconnaissance de plus en plus grande envers le potentiel du groupe BRICS à influencer l'économie mondiale. Les pays les moins avancés et les pays à revenu intermédiaire comptent actuellement sur les liens commerciaux avec le BRICS pour contrer le choc externe de leurs économies (Morazan et al 2012, 7). Leur stabilité continue malgré la crise et la coopération économique croissante parmi les BRICS est jugée pour être un prélude à l'importance du rôle qu'ils joueront dans la future économie mondiale.

Bien que la conception du BRICS n'ait pas prédit la formation d'un bloc entre ces pays émergents, des efforts ont été évidents au cours des dernières années pour les transformer en réalité. Le Sommet du dialogue d'IBSA (Inde, Brésil et Afrique du Sud) a été créé après l'échec de la Conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancún. Les négociations entre les trois économies émergentes ont donné la Déclaration de Brasilia, qui a officialisé la coopération trilatérale.

Le principal objectif de la coalition est de renforcer la position des trois pays dans les institutions multilatérales de l'OMC, le FMI et l'ONU. Tous ces pays, compte tenu de leurs pouvoirs notamment politique et économique croissants, font pression pour des réformes substantielles de ces institutions. L'Inde et le Brésil ont notamment l'intérêt commun de demander un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies en déclarant que ce dernier conduirait à la représentation bien nécessaire de la région de l'Amérique latine et l'Asie du Sud. IBSA vise également à promouvoir les relations économiques et commerciales solides entre les pays et à se lancer sur les échanges commerciaux et technologiques dans les technologies de l'information et de la communication, les transports et l'énergie (Fontaine 2007, 3).

Le 1er Sommet BRICS a eu lieu à Ekaterinbourg en 2008 où les chefs d'État ont discuté de divers problèmes mondiaux allant de l'économie mondiale, des questions politiques, à la crise alimentaire. Le groupe a depuis lors tenu des sommets annuels avec le Sommet de Durban qui est la plus récente. C'était notamment lors de ce sommet que le Bloc a réitéré leur engagement

d'accroître la coopération au développement avec la région africaine. Il a également affirmé leur "engagement et coopération avec les pays non-BRICS, en particulier avec les pays émergents et en développement" (BRICS 2013b).

Le sommet de Durban a également annoncé l'accord des cinq pays pour financer la Banque de développement BRICS. La nécessité de sa création a été soulignée par certains économistes faisant valoir que le monde en développement a besoin d'augmenter les dépenses d'infrastructure de 800 milliards à 2 milliards de dollars annuellement pour être en mesure de soutenir le développement socio-économique. Les institutions de BrettonWoods et les autres banques multilatérales et régionales ne disposent pas des ressources suffisantes pour répondre à ce déficit de financement (Bhattacharya et al, 2013). Les dirigeants du BRICS ont convenu de mettre en commun 100 milliards de dollars américains de réserves en devises étrangères pour mettre en œuvre l'initiative de la banque de développement.

L'initiative reflète également la désillusion et la méfiance de BRICS quant au FMI et à la BM. Ceci a été clairement indiqué dans la Cinquième Déclaration du Sommet qui a appelé à la réforme de ces institutions, qui, à l'heure actuelle, ne représentent pas le poids des économies émergentes dans le processus de prise de décision. Il a demandé un changement dans les systèmes de gouvernance, les quotas, et la sélection de leadership dans ces institutions financières internationales.

L'initiative des banques de développement et les sommets annuels ne sont que deux des grands efforts pour engager dans la coopération intra-BRICS. Le groupe a convoqué avec succès diverses réunions sur des domaines d'intérêts communs comme en témoigne la réunion des ministres de l'Agriculture à Moscou, les ministres du Commerce assemblés à Sanya, et des réunions des ministres de la santé de Beijing, qui ont tous été tenus en 2011.

Les pays du BRICS eux-mêmes ont largement contribué aux efforts d'aide au développement avec d'autres pays non-BRICS. Le Brésil, pour sa part, joue un rôle important dans l'engagement dans la coopération au développement avec les pays du Sud et dans la promotion de l'intégration régionale en Amérique latine. La Chine reste le premier fournisseur de la coopération Sud-Sud pour le développement.

II. Quels sont les principes fondamentaux de la CSS ?

La participation accrue des acteurs du développement non membres de l'OCDE est l'une des caractéristiques les plus importantes des coopérations internationales au développement d'aujourd'hui. Avec la réduction des transferts nord-sud traditionnels de l'aide au développement en raison de la récente crise économique, de nombreux pays en développement ont augmenté leur engagement pour favoriser la coopération au développement approfondie avec les pays du Sud. La coopération Sud-Sud a été utilisée généralement pour désigner tout type d'arrangement ou de transferts de connaissances ou de finances entre les pays du Sud.

Il n'y a pas de définition officielle de la coopération Sud-Sud. Avec ce manque de clarté, il est difficile d'évaluer si la CSS est un outil pour atteindre les résultats de développement ou les objectifs politiques et économiques des pays du Sud impliqués. Compte tenu de la multitude d'accords de coopération entre les nations du sud allant du partage des connaissances, du commerce, de l'investissement, du transfert de technologie à la coopération au développement (Zhou 2010), il est nécessaire de souligner la définition opérationnelle dans toute étude sur le sujet.

Le document final de Nairobi de la Conférence de Haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud la définit comme :

... une entreprise commune de peuples et pays du Sud, née d'expériences et de sympathies partagées, fondée sur des objectifs communs et sur la solidarité et régie, entre autres, par les principes de la souveraineté et de l'appropriation nationales, en l'absence de toute condition.

La coopération Sud-Sud ne doit pas être envisagée comme une forme d'aide publique au développement. C'est un partenariat entre égaux fondé sur la solidarité... La coopération Sud-Sud fait appel à l'ensemble des parties concernées, notamment les organisations non gouvernementales, le secteur privé, la société civile, les milieux universitaires et d'autres intervenants qui contribuent à surmonter les obstacles en matière de développement et à réaliser les objectifs fixés, compte tenu des stratégies et plans nationaux de développement (ONU 2010, paras. 18-19)

Cette définition ne peut pas affiner le concept de la CSS mais il montre la multitude de partenariats et d'accords de coopération des pays du Sud qui y sont engagés. Ceci comprend non seulement la coopération d'État à État, mais peut aussi inclure les différents acteurs. Bien que cette coopération soit basée sur les principes qui ont été établis par la communauté internationale en ce qui concerne la coopération au développement, elle est encore essentiellement considérée comme aide publique au développement (APD) comme appelé par l'OCDE.

Il est donc nécessaire de différencier les relations Sud-Sud sur l'investissement, les transferts de technologie, le commerce et la coopération au développement. Ce guide se concentrera principalement sur l'aspect de la coopération Sud-Sud pour le développement (CSSD) qui, selon le Comité de haut niveau de l'ONU sur l'examen de la coopération technique entre pays en développement, est généralement considéré comme :

... processus par lequel deux ou plusieurs pays en développement visent leurs objectifs nationaux propres ou partagés de développement des capacités en échangeant les compétences, les ressources et le savoir-faire technique (ONU 2012a, par. 9)

La coopération est en outre définie comme initiée, organisée et dirigée par les pays en développement eux-mêmes avec les gouvernements jouant le plus souvent le rôle principal, mais qui doivent également impliquer d'autres acteurs du développement tels que les OSC, les

individus et les institutions privées et publiques. La coopération Sud-Sud pour le développement comprend également tous les secteurs et tous les types de coopération technique entre les pays du Sud et a donc une portée multidimensionnelle.

1. Principes du Plan d'action de la coopération technique de Buenos Aires

Le Plan d'Action de Buenos Aires (PABA) a fourni le premier cadre et les premières lignes directrices internationalement reconnus pour la coopération technique entre pays en développement (CTPD). Il réaffirme l'idée générale que les CTPD ont pour but d'obtenir des avantages mutuels via le partage des expériences et de connaissances dans les pays du Sud et d'atteindre leur autonomie nationale et collective.

Le document énumère clairement les principes fondamentaux qui devraient servir de base pour la mise en œuvre de tout type de CTPD. L'un d'eux est le respect strict de la souveraineté nationale. Ce principe vise à assurer que les CTPD orientent leur vision vers l'utilisation traditionnelle de l'aide au développement nord-sud qui a été en partie utilisée comme un outil politique pour influencer les autres pays. Il en résulte que la mise en œuvre de CTPD devrait être basée sur l'adhésion complète à la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays concernés. Ce langage montre une nette influence du sentiment partagé des pays du sud dans leurs déclarations à la Conférence de Bandung et le mouvement des pays non-alignés.

Le principe de respect de l'indépendance économique de la nation mentionnée dans le PABA découle des défaillances de l'APD traditionnelle dans le déliement de l'aide et le retrait des conditions. Les CTPD sont effectuées sur la base de l'égalité entre les pays participants, peu importe leur système social ou économique et leur niveau de développement. Ceci interdit l'imposition de politiques qui visent seulement à bénéficier d'un pays au détriment d'un autre.

Le PABA rappelle également que les CTPD ne sont pas un substitut à l'aide publique au développement. Ils servent à transférer les connaissances et les compétences adaptables qui sont plus facilement partagées et mises en œuvre dans leurs institutions et leurs sociétés étant donné la similitude de leurs expériences. La contribution des pays développés pour parfaire davantage les capacités technologiques des pays en développement est toujours considérée comme extrêmement essentielle.

2. Consensus de Yamoussoukro sur la coopération Sud-Sud

En septembre 2008, la douzième session du Comité de la coopération économique entre pays en développement a produit le Consensus de Yamoussoukro, qui décrit le cadre et les principes conceptuels de la coopération Sud-Sud. Ce dernier confirme l'idée de PABA, qui est que la CSS n'est pas un substitut de l'APD Nord-Sud traditionnelle. En outre, le Consensus s'accorde sur la nécessité de réformer l'architecture de l'aide afin de mieux l'adapter aux conditions historiques et sociales changeantes et aux nouvelles opportunités de développement, y compris la coopération triangulaire.

Les éléments décrits dans le Consensus qui doivent faire partie du cadre conceptuel sont :

- La coopération sud-sud et son agenda doivent être dirigés par les pays du sud;
- La coopération sud-sud ne doit pas être considérée comme un remplacement à la coopération nord-sud. Renforcer la coopération sud-sud ne doit pas être une mesure visant à surmonter les difficultés dues au fait que les pays développés se soucient moins d'aider les pays en développement.
- La coopération entre les pays du sud ne doit pas être analysée ni évaluée à l'aune des relations Nord-Sud.
- Les contributions financières des autres pays en développement ne devraient pas être considérées comme l'aide publique au développement de ces pays à d'autres pays du Sud. Ce ne sont que des expressions de solidarité et de coopération portées sur des expériences et des sympathies partagées (G77 2008, par.2).

Un an après la création du Consensus de Yamoussoukro, la Conférence de Haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud à Nairobi est devenue la plus grande arène du consensus international sur la définition de la CSS, les principes et le cadre. Il a produit le document final de Nairobi qui a ajouté d'autres concepts clés sur les éléments décrits précédemment.

Le document final précise les différentes modalités qui pourraient être considérées comme CSS. Ceux-ci peuvent inclure, entre autres, "le partage de connaissances et d'expériences, la formation, le transfert de technologie, la coopération financière et monétaire et les contributions en nature (ONU 2010, par.12)".

Comme dans le PABA, le document a souligné l'importance du respect de la souveraineté nationale des pays participants et le maintien de l'appropriation de leur processus de développement. Les conditions ne devraient pas être imposées à une activité de CSS. Le document voit la CSS comme l'initiative des pays du sud nés d'expériences et d'objectifs partagés et basés sur l'esprit de solidarité. Les relations entre les pays concernés doivent donc être fondées sur un partenariat d'égal à égal.

III. Comment la CSS est-elle différente de l'ADP traditionnelle?

Compte tenu des définitions et des principes évoqués ci-dessus, il est clair que la coopération Sud-Sud pour le développement possède des caractéristiques distinctes par rapport à l'aide au développement traditionnelle nord-sud. L'ADP nord-sud est fondée sur la réalité d'un écart existant entre les pays du nord et les pays du sud au sein du système économique et politique mondial. Cet écart est considéré non seulement en raison de différences inhérentes dans les politiques et les processus de développement nationaux, mais aussi en raison de l'histoire mondiale du colonialisme et du néo-colonialisme.

Les pays qui ont subi ou qui ont été créés par le colonialisme et dont les habitants ont été assujettis pendant des siècles passent par des stades de développement entièrement différents par rapport au Nord. L'imposition de politiques néfastes et unilatérales à ces pays par le Nord après leur longue lutte pour l'indépendance a mis les pays du sud dans une position défavorisée. Les pays du nord n'ont donc pas seulement la capacité de fournir le financement et les compétences techniques, mais aussi l'obligation morale d'aider à combler les disparités mondiales.

Mis à part cette dette historique et la nécessité d'une justice de redistribution, les pays en développement ont des besoins concrets et des questions urgentes que la coopération internationale au développement doit aborder comme l'élimination de la pauvreté, l'amélioration du bien-être, notamment dans la santé et l'éducation, ainsi que la lutte contre les racines et les coûts des conflits et des guerres. L'APD est le transfert de ressources pour compléter les besoins en développement et pour atteindre les droits humains et les objectifs de développement. Ceci est la base fondamentale pour l'APD.

Dans ce contexte, la coopération sud-sud pour le développement ne peut être assimilée à l'APD ni être un substitut aux engagements de développement en déclin des pays du nord. Mis à part la différence des origines historiques, on établit des caractéristiques et des principes qui distinguent cette coopération de l'APD traditionnelle.

1. Solidarité : Le début de la CSS peut être trouvé au principe de solidarité entre les pays du Sud. Elle est née dans un contexte d'une histoire commune de colonialisme et d'oppression ainsi que dans la désillusion croissante dans les relations Nord-Sud. En considérant que les ADP traditionnelles ont été utilisées à des fins politiques et économiques, la coopération Sud-Sud pour le développement est différente en ce qu'elle est fondée sur des objectifs de développement communs.

2. Horizontalité : Les partenariats de pays engagés dans la CSSD sont caractérisés comme horizontales et dévient loin de la relation traditionnelle donateur-client. Ceci signifie que les pays du Sud ne sont pas impliqués dans les relations asymétriques de pouvoir, mais plutôt qu'ils négocient d'égal à égal et qu'ils cherchent à participer à la coopération au développement de manière mutuelle.

3. Axée sur la demande : Cette approche diffère de l'APD traditionnelle dans la manière dont le pays bénéficiaire cherche l'aide au développement. Plutôt que de l'aide provenant de l'approvisionnement ou la politique étrangère et les intérêts du donateur, cette coopération découle des exigences spécifiques des pays du Sud qui souhaitent recevoir de l'aide au développement. Cette approche garantit l'appropriation étant donné que l'aide au développement sera alignée avec les priorités stratégiques définies du pays.

4. Le renforcement des capacités : Ceci est une partie importante de la CSSD qui se différencie de l'APD Nord-Sud. Les stratégies de développement des capacités sont appréciées comme une forme nouvelle et efficace de trouver des solutions aux problèmes de développement auxquels

sont confrontés les pays du sud. Ces stratégies renforcent leur autonomie en améliorant ou réformant leurs institutions et la formation du personnel du gouvernement pour répondre aux besoins particuliers de leur société.

5. Connaissance sur les pays du sud : les échanges et les transferts de CSSD disposent des connaissances et des expériences des pays du Sud. C'est un contraste par rapport à l'APD traditionnelle, qui utilise des connaissances issues de modèles de développement créés dans le contexte des pays du Nord. La CSSD favorise l'apprentissage mutuel et offre de nouvelles perspectives qui sont adaptées à des pays qui ne sont pas encore industrialisés et qui dépendent encore fortement des modèles de production extractif ou agricole.

6. Adaptabilité : En raison des similitudes de certains pays du sud en termes d'économie, de démographie et de société, les partenariats CSSD ont un haut degré d'adaptabilité. La coopération technique ou de partage des connaissances entre les pays du Sud produit souvent des façons novatrices d'aborder les questions de développement avec des ressources limitées qui peuvent être mises en pratique dans d'autres pays (Partenaires en Population et Développement).

Chapitre 2 : Modalités de la Coopération sud-sud

Les modalités d'aide font référence au procédé de transfert des aides des pays donateurs vers les pays bénéficiaires. Cet outil détermine la manière de distribuer les fonds et les autres ressources, d'effectuer les approvisionnements et les ordres, la manière enfin avec laquelle les institutions donatrices et bénéficiaires interagissent entre elles durant toute la procédure. Le choix des modalités d'aide influence considérablement la relation et l'efficacité du programme de développement.

L'une des principales contributions à l'intensification de la Coopération au développement Sud-Sud est la diversification des modalités dans le développement. Elle permet de mettre en place des moyens de coopération innovants entre des pays de l'hémisphère sud possédant des intérêts communs ou qui partagent l'ambition d'obtenir des résultats positifs de développement provenant de leurs propres connaissances et expertises. Parallèlement à l'utilisation des modalités d'aide traditionnelles, la Coopération au développement Sud-Sud dépend fortement de transferts non monétaires de compétences et de connaissances. Celles-ci sont utilisées afin d'adapter les ressources de faible niveau dans le cadre d'une coopération au développement parmi les pays de l'hémisphère sud.

Toutefois, en raison du statut de la Coopération au développement Sud-Sud, qui n'est pas considérée comme une aide publique au développement (APD), et de l'absence de définition internationalement reconnue, certaines modalités utilisées sont susceptibles de transgresser les principes d'efficacité de développement. En outre, les pays participants ne sont pas tenus de suivre ces principes. L'usage d'aide liée, l'octroi de prêts à des pays dirigés par des gouvernements non démocratiques voire despotiques, l'absence d'appropriation participative

par les pays ainsi que le manque de structure et de lignes directrices dans les projets de contrôle et d'évaluation sont autant de critiques à l'efficacité de ces nouvelles formes de coopération au développement.

Néanmoins, la hausse de l'assistance au développement dans les économies émergentes associée à la large reconnaissance de l'importance de la Coopération au développement Sud-Sud va inévitablement entraîner des modifications dans les modalités de développement. Cette multitude de changements, ainsi que les discussions animées qui en résultent vont encourager les développements dans le système d'aide actuel.

I. Quels types d'initiatives de coopération technique sont menées par la Coopération au développement Sud-Sud ?

Depuis la création du Plan d'action de Buenos Aires (PABA) en 1978, la coopération technique a été la modalité la plus largement préconisée par la Coopération au développement Sud-Sud. L'objectif du PABA était d'utiliser la coopération technique entre pays en développement (CDPD) comme moyen d'atteindre une autonomie nationale et collective et de poser les bases d'un nouvel ordre économique international fondé sur les principes d'égalité et de respect de la souveraineté nationale. Bien que ces ambitions restent inachevées trois décennies plus tard, l'idée que des pays de l'hémisphère sud coopèrent afin d'obtenir un développement social et économique durable demeure aujourd'hui la philosophie de la CDPD.

La reconnaissance grandissante du CDPD peut sans conteste être liée à son inclusion en tant qu'élément clef dans les programmes du système onusien. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) joue un rôle central dans la promotion, le développement et la mise en œuvre de la coopération technique parmi les pays de l'hémisphère sud. D'autres organisations de l'ONU adoptent des résolutions pour mettre en place le PABA : l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO). En 2004, le Groupe spécial de l'ONU chargé du CDPD fut rebaptisé Groupe spécial pour la Coopération Sud-Sud, reflétant l'expansion des méthodes de coopération internationale dans l'hémisphère sud.

La coopération technique représente un moyen efficace de transfert de compétences et de connaissances pour les pays disposant de ressources financières limitées. Elle implique un développement de la capacité, des conseils, des ateliers et formations, des programmes d'échange, ainsi qu'un partage de connaissances dans de nombreux secteurs et centres d'intérêt. L'objectif est de développer la capacité du pays à se lancer des défis de développement en créant des institutions solides et en améliorant les compétences ciblées. Cette ambition peut être atteinte de manière bi- ou multilatérale.

L'un des exemples d'initiative émanant du CDPD les plus importants est l'Agence brésilienne de Coopération (ABC), qui est l'institution la plus active dans l'hémisphère sud. Elle concentre ses

ressources essentiellement sur la mise à disposition d'une assistance technique de développement aux autres pays du sud. La coopération technique brésilienne est en grande partie axée sur la demande et elle répond aux besoins dans certains secteurs spécifiques ou elle jouit d'un succès considérable. Ces secteurs sont souvent ceux de l'éducation, de la santé et de l'agriculture (Cabral et Weinstock 2010, 14). La différence avec les activités traditionnelles de coopération technique est indéniable : ici, c'est l'hémisphère sud lui-même qui sollicite de manière dynamique une assistance technique aux pays partenaires en fonction de ses priorités nationales et de sa stratégie de développement.

L'ABC évite d'employer le terme d'"aide" pour définir leurs activités de coopération au développement. Elle préfère fournir une assistance technique comme principale modalité de coopération, insistant sur le fait que ce partenariat est fondé sur des principes d'horizontalité, de non-interférence et d'avantages communs. Ces principes impliquent normalement un contact entre les experts ou les fonctionnaires gouvernementaux et leurs homologues brésiliens, ainsi qu'un apprentissage de l'expérience et du savoir-faire technologique brésiliens (Cabral et al. 2013). Outre qu'elle met sur pied des projets traditionnels autonomes, l'ABC joue un rôle non moins important en adoptant une approche de "travail préparatoire" du projet. Ce terme fait référence aux projets créés dans une perspective à long terme, impliquant beaucoup de fonds et sur un plan à grande échelle (Cabral et Weinstock 2010, 6).

La Coopération technique et économique indienne (ITEC) est une autre agence nationale créée sur base de l'engagement politique du pays dans la Coopération Sud-Sud. Elle fournit un programme d'assistance bilatéral fournissant des transferts de compétences et expertises fondés sur les expériences du pays en matière de développement. Elle octroie des bourses d'études, des formations, des aides humanitaires, les services d'experts indiens, et elle mène des études de faisabilité et met sur pied des services de consultation pour les activités en lien avec les projets ou programmes. Des étudiants de 156 pays ont bénéficié de ce programme. Depuis sa fondation en 1964, le gouvernement indien a dépensé près de 2,5 billions de dollars pour l'assistance technique via ITEC (Haut-Commissariat de l'Inde, 2012).

La coopération Sud-Sud fait également partie intégrante de la coopération au développement en Turquie. La coopération technique concernant la capacité institutionnelle et le développement des ressources humaines est l'activité opérationnelle principale de l'Agence turque de Coopération et de Coordination (TIKA). La Turquie fournit davantage de ressources dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Entre 2005 et 2010, les projets de la TIKA se sont par exemple concentrés sur le développement d'infrastructures sociales en raison d'une "politique d'aide axée sur la demande" répondant à l'appel des bénéficiaires de fournir des moyens dans les secteurs défavorisés tels que l'éducation, la santé, l'eau et les installations sanitaires, les infrastructures administratives et civiles qui représentent les besoins fondamentaux (ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie).

1. Coopération technique en matière de santé publique

Assurer à la population un accès à des soins médicaux de qualité est l'un des points cruciaux des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), tout particulièrement en améliorant la santé maternelle, en diminuant la mortalité infantile et en éradiquant certaines maladies telles que la malaria et le VIH/SIDA. Bien que des progrès importants aient été réalisés dans le domaine de la mortalité infantile dans les pays en développement, les résultats concernant la santé maternelle et les maladies non communicables prouvent que le chemin à parcourir est encore long.

En Afrique, 900 femmes meurent pour 100 000 naissances, contre 27 en Europe pour un nombre de naissances identique. Malgré un financement considérable dans le combat contre la malaria, la tuberculose et le VIH/SIDA, la distribution des traitements dans les zones rurales demeure le plus grand défi. La Coopération Sud-Sud en matière de santé se voit particulièrement utile dans les pays en développement où le manque de ressources, de technologies et de compétences limite leur capacité à s'attaquer aux problèmes de santé de la population (Chaturvedi 2011, 3-4).

Au cours du Sommet du BRICS à Sanya, les pays membres ont défini la santé comme un domaine important de la coopération. Ce constat a été renforcé par la Déclaration de Pékin, adoptée durant le Sommet des ministres de la Santé du BRICS, qui préconise un renforcement du rôle de leader joué par l'OMS dans le programme de santé mondiale. Rien qu'entre 2007 et 2008, le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont contribué à hauteur de 200 millions de dollars aux initiatives concernant la santé mondiale (ibidem, 2). Leurs programmes de coopération sanitaire sont fortement encouragés par les gouvernements respectifs, et impliquent des accords intergouvernementaux.

Le Brésil s'est engagé depuis 1996 à fournir un accès universel au traitement du VIH/SIDA, et cette promesse a poussé les projets de coopération sanitaire à se développer en partenariat avec d'autres pays en développement. La Bolivie, le Paraguay, le Mozambique et l'Afrique du Sud ont ainsi pu obtenir des traitements du VIH/SIDA. L'engagement du Brésil à ce programme lui a valu quelques démêlés diplomatiques avec les États-Unis au sujet de médicaments brevetés, lorsqu'en 2001 le Brésil avait menacé de réaliser des copies des traitements du SIDA après le refus des sociétés américaines de baisser leurs prix (Haddow, 2012).

Avec le Brésil, l'Inde est engagée dans les négociations de positions commerciales au sein de l'OMC, faisant pression pour exporter les traitements vers les pays qui en ont un besoin urgent. Les deux nations ont mené conjointement des recherches biomédicales et des projets de développement et ont porté leurs programmes sanitaires devant l'OMS et l'IBAS (Chaturvedi 2011, 4). La Chine, en revanche, concentre sa coopération au développement sanitaire sur l'éradication de la malaria, ce qui a permis de mettre sur pied avec succès un programme de contrôle de la maladie depuis les années 1950 et de collaborer à l'heure actuelle avec des pays africains afin de juguler ce fléau.

Au travers d'accords de coopération régionale de l'ALBA, certains pays d'Amérique latine mènent des programmes de coopération sanitaire. Depuis la présidence d'Hugo Chavez, le Venezuela et Cuba ont développé une étroite coopération, en particulier dans le secteur sanitaire. Cette coopération a débuté avec le plan d'échange "pétrole contre médecins", dont le but était de soutenir l'économie cubaine en échangeant du pétrole subventionné contre des services de la part de professionnels du monde médical cubains. Cette coopération est la seule impliquant un échange de services médicaux contre des ressources.

Cette année, le Brésil s'est attaqué au problème du manque de personnel médical dans son système sanitaire national en signant un accord de coopération technique avec Cuba. Le programme Mais Medicos, mené par le ministère de la Santé brésilien, est devenu plus pertinent encore depuis les manifestations ayant émaillé le pays en juin dans le but d'obtenir des services publics plus efficaces et la fin de la violence urbaine et de la corruption. La promesse faite par Dilma Rousseff d'améliorer les services médicaux a accéléré l'accord de coopération qui prévoyait d'envoyer 4000 médecins, pour la plupart cubains, dans les zones pauvres ou rurales du Brésil (Whitefield 2013).

Encadré 1. Coopération technique de Cuba en matière de soins de santé

Cuba est une bonne illustration d'un pays de l'hémisphère sud ayant contribué de manière significative à la Coopération Sud-Sud en matière de soins de santé. Avec son statut de pays à revenus moyens, Cuba supporte le programme de coopération sanitaire le plus important au monde (Asante et al. 2012). Le pays a commencé à fournir une aide sanitaire aux pays en développement depuis la prise de pouvoir de Castro en 1959. Les décennies suivantes l'ont vu souffrir d'un embargo sur la nourriture et les médicaments, ce qui a fortement limité sa capacité à développer son économie, mais a toutefois permis un accès universel et gratuit aux soins de santé et à l'éducation. Le système des soins de santé cubain est cité en exemple par l'OMS et l'Organisation panaméricaine de la Santé, et ses principaux indicateurs sont comparables à ceux des États-Unis (Feinsilver 2008, 215).

Le programme d'assistance cubain en matière de soins de santé comporte des activités de coopération variées. La méthode la plus courante consiste à offrir des contrats à des professionnels médicaux cubains dans des pays connaissant des dysfonctionnements au niveau de l'approvisionnement en soins de santé. Selon le bulletin d'information publié par le Parti communiste cubain, il y aurait 38 544 professionnels médicaux cubains travaillant dans 75 pays, dont 17 697 médecins (Werlau 2010, 145). Des programmes éducatifs destinés aux étudiants étrangers en formation médicale sont également soutenus, avec l'espoir de voir ceux-ci rentrer dans leur pays après leurs études afin d'améliorer leur système de soins de santé. Cuba s'est impliqué dans des pays comme la Gambie, Haïti, le Timor oriental et le Yémen pour soutenir la formation médicale en créant des facultés avec l'aide d'universitaires cubains (Asante et al. 2012).

2. Coopération technique en matière d'éducation

De nombreux pays de l'hémisphère sud luttent encore afin d'améliorer la qualité de l'éducation et d'en assurer l'accès à tous leurs citoyens. L'un des objectifs du Millénaire pour le

développement (OMD) à atteindre pour 2015 est de fournir un accès complet à l'éducation primaire à tous les enfants et d'effacer les disparités liées au sexe dans l'éducation. Selon les statistiques globales, il y a encore toutefois de nombreux efforts à faire. En 2010, 61 millions d'enfants n'avaient pas accès à l'éducation, dont plus de la moitié dans la région subsaharienne. 17 % de la population adulte mondiale ne possède toujours pas un niveau d'alphabétisation de base. Deux tiers de ceux-ci sont des femmes (Burnett et Felsman 2012, 5).

Bien que la coopération à l'éducation Nord-Sud ait été longtemps ancrée en tant que partie des programmes d'aide et qu'elle ait contribué à réaliser des progrès dans ce domaine, la Coopération Sud-Sud crée un espace alternatif destiné à concevoir des politiques en matière d'éducation et à fournir des services aux plus exclus. La critique des systèmes éducatifs dans les pays de l'hémisphère sud, apparue durant l'époque postcoloniale, souligne l'importance de la Coopération Sud-Sud dans ce domaine. L'inadéquation des politiques en matière d'éducation, créées dans un contexte colonial ou néocolonial qui ne sert plus les besoins des pays dans leur développement, peut être abordée grâce à de nouveaux moyens d'assistance fondés sur les expériences positives d'autres nations de l'hémisphère sud.

La Coopération Sud-Sud en matière d'éducation est prise en charge de manière bilatérale et multilatérale par des institutions régionales. L'un des exemples de ces alliances régionales est le lancement en 2008 des programmes Grand National d'alphabétisation et de post-alphabétisation et d'éducation de l'ALBA en tant que partie des différents programmes de l'ALBA. Ces programmes ont permis à trois pays membres de celle-ci, le Nicaragua, l'Équateur et la Bolivie, d'obtenir un taux d'alphabétisation maximum. Parallèlement, une résolution a été votée, qui met sur pied une Université des Peuples de l'ALBA (UNIALBA). L'objectif est de transformer 29 universités d'État en un réseau d'universités nationales disposant d'un programme éducatif commun pour les primaires et les secondaires (Muhr 2010, 12-13).

Un autre exemple d'initiative multilatérale concernant l'éducation est le Réseau de Coopération Sud-Sud pour les pays lusophones en matière d'éducation des jeunes et des adultes, mené par le Brésil. Les pays participants, à savoir l'Angola, le Brésil, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique, Sao Tomé et Príncipe et le Timor oriental utilisent le portugais comme langue officielle en raison de leur histoire coloniale, mais n'ont entrepris que depuis peu des activités de coopération conjointe. Ce réseau tient chaque année des séminaires sur des sujets liés à l'éducation, qui abordent les besoins et intérêts des pays participants. L'objectif est de remettre en question les modèles paternalistes et verticaux de coopération provenant de l'expérience commune de ces pays (Ribeiro 2011, 16).

L'un des principaux exemples de la méthode éducative propre aux pays de l'hémisphère sud est le programme cubain d'alphabétisation, baptisé *Yo, Sí Puedo* (*Oui, je peux*). Ce programme fut l'un des pionniers d'une approche locale de l'enseignement, qui se concentre sur la formation de professeurs locaux permettant un enseignement dans une langue familière aux étudiants. En raison de son succès indéniable acquis au fil du temps (le niveau actuel d'alphabétisation variant entre 97 % et 99,8 %), cette méthode s'est exportée dans 28 pays (Steele 2008, 33). En

2012, le gouvernement cubain a signé un accord de coopération avec le gouvernement haïtien visant à la mise en place du programme *Yo, Sí Puedo*.

II. Quelles sont les caractéristiques du financement du développement des infrastructures au sein de la Coopération Sud-Sud ?

Le financement du développement est un aspect important de l'APD traditionnelle. Les promesses d'aide adressées par les pays de l'hémisphère nord incitent à la création de projets et de programmes de financement dans l'hémisphère sud qui contribueraient à atteindre les objectifs de développement reconnus sur la scène internationale. Les programmes de développement socio-économiques, de même que l'assistance humanitaire, sont ainsi financés dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. En outre, le financement traditionnel du développement joue un rôle non négligeable en répondant aux demandes de crédit adressées par les pays en développement, ce qui permet de s'attaquer aux goulets d'étranglement infrastructurels.

La croissance des économies émergentes, telles que celles des pays du BRICS, permet de mettre en place de nouvelles manières de fournir un financement du développement. Plusieurs pays en développement profitent de la crise financière qui ralentit la croissance économique des pays de l'hémisphère nord pour combler le fossé. Ces pays ont augmenté leur contribution dans des banques de développement multilatéral. En 2012, les pays du BRICS se sont engagés à débloquer 70 billions de dollars au FMI afin de contrer les effets de la crise de la dette en Europe. Parallèlement, ils ont exprimé à nouveau leur souhait d'obtenir un pouvoir de vote qui soit à la hauteur de leurs contributions (Russia Today 2012).

Leur déception face aux réformes lentes entreprises par les institutions de Bretton Woods a poussé les pays du BRICS à fournir de plus en plus d'assistance au développement en dehors des banques de développement multilatéral déjà existantes. La Chine, le Brésil et l'Inde ont concédé des prêts concessionnels ou préférentiels destinés à l'infrastructure à des gouvernements de l'hémisphère sud au moyen d'accords bilatéraux.

Banques de développement de certains pays du BRICS	Services fournis
Banque brésilienne de Développement (BNDES)	Fournit des financements à long terme, avec des taux d'intérêt subventionnés pouvant servir d'investissement pour le développement industriel et infrastructurel. BNDES soutient également certains investissements sociaux (Stuenkel 2013).
Banque d'exportation et d'importation de Chine	Fournit des financements, principalement dans le domaine des infrastructures destinées à des gouvernements étrangers, ainsi que des prêts d'investissement à des

	sociétés privées chinoises exerçant leurs activités à l'étranger. La banque accorde des prêts concessionnels et des crédits d'acheteurs à l'exportation aux pays en développement (Tan 2011).
Banque d'exportation et d'importation d'Inde	Fournit une série de crédits concessionnels afin d'aider les pays partenaires en développement.

Ces services sont fortement appréciés par les pays en développement, qui souffrent d'un déficit global en financements infrastructurels. L'investissement infrastructurel est nécessaire afin d'assurer à la population un accès à l'eau potable, à l'électricité, aux télécommunications et aux transports. La disponibilité de ce type de financement influence directement la capacité du pays à atteindre les OMD. Les pays en développement doivent également combattre les écarts d'investissements infrastructurels pour encourager une croissance et une productivité à long terme (Estache 2010, 63). Ceci vaut tout particulièrement dans le cas de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne disposant d'une faible densité de population qui, en raison du pouvoir d'achat moindre, rend la maintenance et les investissements infrastructurels onéreux (Goldstein et Kauffman 2006).

Par conséquent, les pays du BRICS concentrent en premier lieu leurs financements au développement dans les infrastructures. Parmi le groupe, la Chine et l'Inde fournissent le soutien le plus conséquent au financement du développement, avec des contributions cumulées comparables à celles des donateurs traditionnels.

Le gouvernement chinois accorde des prêts sans intérêt aux projets d'infrastructure sociale tels que les centres médicaux, les écoles et les bâtiments publics. Il soutient en outre les infrastructures de production grâce à l'octroi de marges de crédit et de prêts préférentiels. L'un des exemples marquants de ce type de financement est le soutien à hauteur de 400 millions de dollars de la Chine sur base d'un prêt sans intérêt au chemin de fer, d'une longueur de 1800 km, reliant la Tanzanie et la Zambie. En 2006, la Chine a engagé près de 5 billions de dollars dans l'assistance au développement infrastructurel en Afrique subsaharienne (Hodgson et al., 2).

Toutefois, les priorités chinoises sont influencées par son besoin domestique croissant en énergie. 70 % de ses investissements infrastructurels en Afrique sont concentrés dans quatre pays : l'Angola, l'Éthiopie, le Soudan et le Nigéria (Butterfield et al. 2008). La stratégie d'investissement chinoise, décrite dans le "modèle angolais", consiste en un savant mélange entre financements destinés au développement infrastructurel et, d'un autre côté, la garantie du droit d'exploiter les ressources naturelles, un investissement direct de la Chine et l'emploi de compagnies chinoises pour mettre à bien ces projets (Hodgson et al. 5). Ces investissements sont donc souvent effectués afin d'encourager l'économie chinoise en stimulant la production de biens ou de produits spécifiques dans le pays concerné.

L'Inde, de son côté, finance en premier lieu les projets infrastructurels liés à l'énergie et au secteur des transports. Ses financements de développement sont accordés sous forme de prêts, de subventions et de marges de crédit (Mwaze et Yang 2012, 8). Le pays accorde traditionnellement l'essentiel de son assistance en développement infrastructurel aux pays voisins, le Bhoutan et le Népal. Les projets infrastructurels y sont en règle générale liés à l'amélioration des secteurs de la santé et de l'éducation. La coopération au développement indienne se place dans la lignée des priorités du pays en matière de renforcement de l'intégration régionale (OCDE 2012 b, 6).

Les crédits concessionnels indiens provenant de la Banque d'exportation et d'importation d'Inde sont avant tout accordés en Afrique. L'Éthiopie, le Soudan, la République démocratique du Congo, le Mali, le Mozambique, le Ghana et le Sénégal sont les principaux bénéficiaires de ces prêts. Ceux-ci sont surtout utilisés afin de financer les projets infrastructurels dans les secteurs de l'énergie, de l'électricité, des transports et de l'irrigation. À l'instar de l'assistance en développement infrastructurel chinoise, les sociétés indiennes détiennent un monopole de prise en charge de construction ou de fourniture du matériel dans ces différents projets (OCDE 2012 b, 9). L'intérêt majeur de l'Inde en Afrique est la recherche de ressources naturelles et de nouveaux marchés d'investissement susceptibles de renforcer la croissance de son économie (ONU 2012 b, 7).

Le financement du développement infrastructurel par les économies émergentes relève d'une mécanique très complexe. Il implique souvent des rapports de commerce étroits, des prêts, ainsi qu'un investissement étranger direct qui empêchent de faire une nette distinction entre des aides et des financements relevant typiquement de l'investissement. Malgré ce constat, il est essentiel de mieux appréhender le fonctionnement de ces nouveaux fournisseurs de financements au développement, étant donné l'importance des prêts qui en découlent. La Chine présente le "modèle angolais" en tant qu'exemple de ce type de financement en Afrique. En outre, les projets mis sur pied au moyen de cette méthode représentent maintenant 21 % de tous les projets infrastructurels dans cette région du monde (ibidem, 3).

III. Comment l'Aide pour le commerce est-elle prise en charge dans le cadre de la Coopération Sud-Sud ?

Initiée par l'OMC en 2005 au cours de la Conférence ministérielle de Hong Kong, l'initiative d'Aide pour le commerce est considérée comme la reconnaissance de l'exclusion des pays en développement du système commercial mondial. Il est important de souligner que cette initiative est née après les échecs des Conférences ministérielles de l'OMC depuis la Conférence de Seattle en 1999. Celle-ci s'était achevée par des émeutes et une méfiance des pays en développement qui s'étaient élevés contre les accords commerciaux injustes résultant des négociations au sein de l'OMC.

Cette crise de confiance en l'OMC résulte de promesses faites en 1995 au Cycle d'Uruguay et qui n'ont pas été tenues. Ce contexte a permis de faire des efforts importants en faisant pression pour adopter des politiques de libre-échange entre les États membres. L'inclusion de

pays en développement dans l'accord devait impliquer des avantages pour eux, tels que des taxes revues à la baisse pour leurs produits, ce qui devait de la sorte stimuler leur croissance économique. Des études de l'OCDE évaluent les bénéfices à entre 200 et 500 billions de dollars depuis l'adoption des accords de libéralisation du marché durant le Cycle d'Uruguay (Martin et Winters 1997, 428).

Il n'a pas fallu longtemps aux pays en développement pour s'apercevoir de l'injustice de l'accord et des répercussions négatives qui en ont découlé pour leur économie. Le Cycle d'Uruguay impliquait une attention disproportionnée pour les services, la propriété intellectuelle et la production industrielle, qui représentent principalement les intérêts des pays développés. En revanche, une attention limitée a été accordée à l'intensification des échanges dans les secteurs de l'agriculture et du textile, qui sont les principaux biens d'exportation des pays en développement. En outre, les exigences en matière de droit à la propriété intellectuelle, revues à la hausse, impliquaient une augmentation du coût des médicaments et des soins de santé dans les pays disposant de populations plus pauvres et plus vulnérables, alors qu'il était nécessaire de protéger les multinationales pharmaceutiques de ces pays (Charlton et Stiglitz 2012, 4).

Ces faits ont contribué à provoquer une certaine méfiance à l'égard de l'OMC, ainsi qu'aux échecs des processus ultérieurs. À la place, les accords multilatéraux d'intensification de la libéralisation des échanges se sont essouffés au profit des alliances de commerce régionales. Face à la menace imminente qu'aurait constituée une perte de crédibilité institutionnelle, l'OMC a admis par la suite que des efforts restaient à fournir pour assurer aux pays en développement les fruits du libre-échange. C'est la raison pour laquelle le Cycle de Doha s'est ostensiblement concentré sur les intérêts et les besoins des pays en développement et des économies vulnérables et de moindre importance.

L'initiative d'Aide pour le commerce a été imaginée et mise en place à partir de cette polémique. La poursuite du programme de l'OMC de pousser la libéralisation du marché dans une ère de grands doutes malgré ses promesses de développement économique impliquait la nécessité de reconnaître les inégalités du système commercial mondial et de proposer des solutions à celles-ci. L'initiative a pour objectif de s'attaquer à ce que l'OMC admet être les principaux problèmes rencontrés par les pays en développement, à savoir le manque d'infrastructures, la faible capacité de production, les politiques d'échange inadaptées à un système de libre marché.

À l'heure actuelle, 25 % des APD sont considérées comme faisant partie de l'initiative d'Aide pour le commerce (OCDE 2011a). Les économies émergentes telles que la Chine et l'Inde y consacrent une grande partie de leurs subventions. Outre ces deux pays, les principaux contributeurs de l'hémisphère sud sont le Brésil, le Chili et la Colombie. On a également constaté une augmentation notable des demandes en assistance technique de ces contributeurs de la part des pays les moins avancés (PMA) et des pays en développement. L'Inde, qui était auparavant l'un des principaux bénéficiaires de cette Aide pour le commerce, en est désormais un grand contributeur. Le pays a accordé la priorité à cette initiative, comme

l'illustre sa participation en 2009 au Groupe de travail technique régional chargé de l'Aide pour le commerce dans la région Asie-Pacifique. Il était également l'un des 13 membres à la base de l'initiative Aide pour le commerce au sein de l'OMC.

Les activités liées au commerce indiennes se concentrent principalement sur la mission de fournir une assistance technique afin d'améliorer les capacités de production, les prêts concessionnels, les financements infrastructurels et les échanges préférentiels. Elles sont souvent considérées comme faisant partie des efforts de coopération régionale indiens dans le cadre de l'Association sud-asiatique pour la Coopération régionale (ASACR), la Mékong-Ganga Cooperation (MGC), la Bay of Bengal Initiative for Multi-Sectoral Technical and Economic Cooperation (BIMSTEC) et l'accord de coopération entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et l'Inde.

L'Inde a aussi fait preuve d'un intérêt prononcé pour le commerce avec l'Afrique : les échanges bilatéraux entre eux ont augmenté de manière exponentielle, passant de 1 billion de dollars en 2001 à 50 billions de dollars en 2011-2012. La reconnaissance de l'Afrique en tant que partenaire commercial stratégique a clairement influencé la politique de coopération au développement indienne dans la région. Depuis 2008, le programme Duty-Free Trade Preference (DFTP), destiné aux PMA, a été mis en place, ce qui offre à ces pays un accès à un marché libre de droits et de quotas en Inde (Ancharaz et Laird 2013).

L'Approche Technico-économique pour le Mouvement Indo-Africain à l'intention de 9 États d'Afrique de l'Ouest (TEAM-9) est un autre exemple d'aide indienne aux activités commerciales. Elle fournit des crédits concessionnels à hauteur de 500 millions de dollars à huit pays d'Afrique de l'Ouest. Ce programme vise à promouvoir le développement socio-économique en facilitant à ces pays l'acquisition de produits ou d'équipements technologiques indiens (Humphrey 2011). La Chine joue également un rôle majeur dans l'initiative Aide pour le commerce. À l'instar de l'Inde, la Coopération Sud-Sud chinoise se concentre sur la coopération économique et l'assistance technique. Le pays était aussi l'un des 13 membres composant le Groupe de Travail de l'Aide pour le commerce, et a octroyé des ressources financières afin de mettre sur pied un programme d'aide visant à faciliter l'adhésion et la capacité de négociation des PMA au sein de l'OMC.

Les pays asiatiques, sud-américains et africains de l'hémisphère sud bénéficient de ce programme d'Aide pour le commerce. Bien que la stratégie régionale de l'initiative n'ait pas été clairement explicitée, la Chine a montré un vif intérêt à créer des liens commerciaux par l'aide accordée à l'Afrique. La région est désormais considérée comme le principal partenaire du pays en matière de développement. En 2002 s'est tenu le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), qui se veut être une plate-forme de concertation et un mécanisme de dialogue portant sur la coopération politique et économique entre l'Afrique et la Chine. 5 billions de dollars ont dès lors pu être débloqués dans le but de faciliter les investissements directs à l'étranger (IDE) de la Chine en Afrique (Chahoud 2007, 3).

Des difficultés surviennent à l'heure de définir le programme chinois d'Aide pour le commerce, en raison de la distinction trop vague entre commerce, investissement et aide. L'aide chinoise est souvent largement combinée avec des accords de commerce et des investissements impliquant des prêts concessionnels et des crédits à l'exportation. Toutefois, la majorité des projets ou programmes d'aide chinois dans les secteurs des transports, de l'énergie et des télécommunications s'inscrit dans le cadre de l'Aide pour le commerce.

Le Brésil participe lui aussi à l'initiative Aide pour le commerce, bien qu'il ne fournisse qu'une assistance technique et non un financement au développement, comme l'illustre sa participation au projet Cotton 4. Ce projet, qui soutient la technologie agricole et les transferts de connaissances au Bénin, au Burkina Faso, au Tchad et au Mali, est mené par l'Entreprise brésilienne de Recherche agricole (Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária - EMBRAPA). Son objectif est d'organiser une chaîne de production du coton qui soit plus uniforme et profitable, et qui permettrait de combler les effets des pertes auparavant subies par ces quatre pays à cause de politiques de subvention sur le marché international (OCDE 2011 b).

L'initiative Aide pour le commerce gérée par les pays membres du BRICS chevauche la ligne qui sépare leurs intérêts et avantages en tant qu'économies émergentes de leur reconnaissance en tant que nations de l'hémisphère sud. L'un des exemples de cette contradiction est la croissance économique de l'Inde, de la Chine et du Brésil qui a été soutenue par des substitutions aux importations, une stratégie qui s'oppose à la libéralisation du marché défendue par l'OMC. D'un autre côté, le programme de l'OMC leur permet un accès à de nouveaux marchés à l'exportation et à des sources de matières premières et extraites.

Les membres du BRICS s'engagent de manière notable dans le système d'échange multilatéral tout en forgeant dans le même temps des alliances de commerce régionales. Les Aides pour le commerce de la Chine, de l'Inde et du Brésil reflètent leur intérêt à considérer l'Afrique comme un partenaire stratégique leur permettant d'avoir accès à un marché en pleine expansion et d'augmenter leurs investissements dans la région. Ces États sont également membres d'alliances de commerce régionales telles que l'ASACR pour l'Inde ou le Mercosur pour le Brésil.

IV. Quels programmes de partage des connaissances ont été créés dans les pays de l'hémisphère sud ?

Le partage des connaissances est considéré comme un outil de développement incontournable dans les pays de l'hémisphère sud. Ces efforts d'apprentissage réciproque assurent des avantages potentiels aux gouvernements et aux organisations de la société civile en utilisant leurs propres expériences de développement et en les adaptant à leur propre contexte social et culturel. Ce processus s'écarte de la notion ancienne de stratégie de développement "à taille unique", qui impose l'emploi de stratégies de développement issues de l'expérience des pays de l'hémisphère nord. Celles-ci contrastent souvent beaucoup avec la réalité dans l'autre hémisphère, où les financements, les infrastructures et les technologies sont limités. Les échanges de connaissances peuvent être effectués au niveau régional ou mondial, et peuvent inclure la participation d'un large éventail d'acteurs au développement issus de

gouvernements locaux ou nationaux, d'ONG, d'institutions académiques et du secteur privé. Leur objectif avoué est de partager les savoir-faire techniques dans différents domaines, d'échanger les expériences de politiques publiques à succès et de compléter les connaissances et les informations actuelles au moyen d'un partage de bonnes pratiques mises en place dans différents contextes socioculturels et économiques.

La Réunion de haut niveau "Towards Country-Led Knowledge Hubs", qui s'est tenue en 2012 à Bali, a été la réunion la plus importante, regroupant des décideurs de 46 pays, avec pour ambition explicite de poursuivre la mise sur pied de pôles de connaissances. Cette réunion se voulait être le témoin de l'intérêt international croissant pour le partage des connaissances en tant qu'outil de développement pouvant compléter, voire devenir un composant essentiel d'autres modalités de développement telle que la coopération financière et technique dans le but de faire face à la pauvreté et de promouvoir un développement durable.

En 2010, les membres du G20 ont demandé au PNUD et au Groupe de Travail sur la Coopération Sud-Sud de créer conjointement des recommandations et des propositions de politiques afin d'améliorer l'échange de connaissances en tant qu'outil de développement. Grâce à cette initiative, l'échange de connaissances a été reconnu comme l'un des neuf piliers du Plan d'action à long terme du Groupe de Travail sur le développement du G20. Son comité de direction informe et contrôle la progression de l'échange de connaissances, et soutient les actions et les efforts concertés en développant des plates-formes de connaissances bi — ou multilatérales.

Outre ces initiatives visant à augmenter l'utilisation de l'échange de connaissances, l'intérêt s'est également développé pour la formation de plates-formes d'information régionales. Le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB) a été mis sur pied après la Conférence ibéro-américaine, qui se tient chaque année et à laquelle assistent les chefs d'État de 22 pays hispanophones et lusophones. La SEGIB a été formée en 2003 dans le but de contribuer au renforcement régional et à la coordination de la coopération au développement parmi ses États membres. Elle sert aussi de plate forme régionale d'échange des connaissances destinée à recueillir les expériences et bonnes pratiques en matière de développement de la capacité institutionnelle des pays.

La plate-forme "Evidence and Lessons for Latin America" (ELLA) est un outil de partage des connaissances et d'enseignement mis sur pied par le Département britannique au développement international. Quoiqu'elle ait été créée par un organisme de développement de l'hémisphère nord, cette plate-forme fournit un accès à des informations et des expériences spécifiques dans les domaines du développement économique, de la gestion environnementale et de la gouvernance en Amérique latine. Son ambition est de soutenir les alliances d'apprentissage entre les pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie du Sud dans des secteurs tels que l'industrie extractive, l'adaptation aux changements climatiques, la surveillance citoyenne, la petite agriculture, l'adaptation des villes au climat et les Droits de l'homme. Un autre exemple de bonnes pratiques d'échange régional des connaissances est la Plate-forme régionale de connaissances du bassin sud-asiatique. Créée en 2004, son objectif est de

promouvoir les systèmes de connaissances et les actions collaboratives au sein de la région d'Asie du Sud afin d'assurer un accès à un habitat et une existence durables aux plus démunis. La plate-forme facilite les dialogues entre les principaux acteurs, promeut la collaboration et l'échange de connaissances entre les organismes chargés de la subsistance et du logement dans la région, et fournit expertises et savoir-faire dans les domaines du renforcement des institutions, du développement de la capacité, de la technologie et des financements destinés à soutenir des habitats et des existences durables.

Certains pôles de connaissance menés par les pays sont pris en charge par des programmes nationaux de coopération au développement telle que l'Agence mexicaine de Coopération internationale pour le Développement (AMEXCID), qui réunit 27 pôles de connaissance du pays (Pradhan 2012). Parallèlement, l'Indonésie partage des informations et des expériences en matière de développement de quatre de ses ministères au moyen de son Équipe de Coordination nationale pour les coopérations triangulaire et Sud-Sud.

V. Qu'est-ce que la Coopération triangulaire ?

Bien qu'il n'existe aucune définition claire de la coopération triangulaire, elle implique en règle générale au minimum deux partenaires de pays en développement, qui collaborent avec un pays développé pour échanger des expertises et des ressources. Elle peut également impliquer des fournisseurs de développement bilatéral, des organisations internationales et/ou des partenaires de l'hémisphère sud. Le PNUD le décrit comme tel : "La Coopération triangulaire Sud-Sud ne cesse de gagner en popularité en tant que moyen d'encourager le développement, car elle exploite les meilleures caractéristiques de la coopération entre des pays en développement avec une assistance de pays développés" (2004).

Une enquête de l'OCDE sur la coopération triangulaire réalisée en 2012 a démontré que ce type de coopération apparaît dans toutes les régions faisant face à une concentration sectorielle gouvernementale et à des troubles dans la société civile, l'agriculture, la santé et d'autres domaines intersectoriels et transversaux. Le volume de cette coopération est difficile à évaluer, car de nombreux organismes interrogés ne pouvaient donner un nombre exact correspondant à leurs activités triangulaires ou une somme des ressources financières impliquées. La Banque de Développement interaméricaine et la Banque de Développement islamique comptent le plus grand nombre d'activités de coopération triangulaire (entre 50 et 100). La plupart des fournisseurs et des organisations internationales investissent moins de dix millions de dollars chaque année. La majeure partie des pays en développement reçoivent moins de cinq millions de dollars au total grâce à la coopération triangulaire (OCDE 2013).

L'ONU promeut cette aide via le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud du PNUD et le Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC). Cette nouvelle modalité est décrite comme une manière plus efficace de fournir une aide qui puise dans les capacités propres des pays développés et en développement, et qui se démarque du transfert traditionnel Nord-Sud de biens et de savoir-faire. Sa principale force tient en ce que les compétences et solutions utilisées sont transposables dans les pays de l'hémisphère sud étant donné la similarité des

conditions et limitations au niveau des infrastructures et des technologies des collaborateurs de l'hémisphère sud.

Un autre aspect positif à une coopération triangulaire est le rapport coût-efficacité. Le savoir-faire et les technologies disponibles dans les pays de l'hémisphère sud sont adaptés à des consommateurs à faibles revenus. La plupart des pays de l'hémisphère sud sont connus comme étant des producteurs de médicaments, de produits informatiques, de véhicules et d'autres équipements moins chers, mais de bonne qualité. De plus, la coopération triangulaire n'implique pas de conditions.

Les motivations de ce type de coopération sont triples. La première est d'améliorer la capacité des investisseurs dans le développement des pays du sud. La seconde est de renforcer les relations entre les pays de l'hémisphère nord et leurs partenaires méridionaux. La troisième est de renforcer les liens parmi les collaborateurs de l'hémisphère sud et de promouvoir une intégration régionale (Yamashiro 2009, 8).

Encadré 2. Coopération triangulaire entre le Vietnam, le Japon et le Mozambique

Après une longue période de guerre civile, la production agricole du Mozambique était catastrophique et contribuait à la pauvreté dans les communautés agricoles du pays. En outre, le système d'irrigation construit durant la période coloniale portugaise avait été sévèrement endommagé durant la guerre civile, de sorte qu'il n'était plus fonctionnel. En 2011, l'Agence de Coopération internationale du Japon (ACIJ) entreprit une coopération triangulaire avec le Vietnam et le Mozambique afin d'échanger des techniques agricoles appropriées aux conditions du pays et d'améliorer la capacité des agriculteurs à produire de meilleures récoltes.

Le choix du Vietnam tient en ce que ce pays jouit d'une expérience particulière dans la production de masse de riz. De plus, le pays doit faire face à des limites technologiques similaires à celles éprouvées par le secteur agricole au Mozambique. Le manque d'équipements agricoles pouvait être facilement comblé par une économie développée. Le climat, tropical, est également commun aux deux nations, c'est pourquoi les techniques pouvaient être aisément transposables de l'une à l'autre.

L'ACIJ était chargé des aspects financier et administratif de ce projet, tandis que le Vietnam s'occupait du transfert de compétences et de la guidance technique. En raison des coûts peu élevés du projet, le ministère de l'Agriculture du Mozambique sera capable d'appliquer ces méthodes et techniques partout dans le pays (ACIJ 2012).

La coopération triangulaire doit toutefois faire face à des défis de coordination. Les pays concernés peuvent disposer de procédures institutionnelles provoquant une lenteur dans les négociations, voire en fin de compte un coût élevé. Un autre défi rencontré est l'absence de données fiables concernant les activités de coopération triangulaire menées à travers le monde. De plus, l'évaluation et le contrôle de ces activités sont nécessaires afin d'estimer leur efficacité et les contributions injectées dans la structure de développement actuelle.

Le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) fait partie des organismes ayant pris la résolution d'utiliser davantage les opportunités de la coopération triangulaire, bien qu'il note que l'inclusion d'une tierce partie dans une activité de développement "impose des exigences complexes dans le dialogue politique, dans l'organisation et dans la mise en œuvre du projet". Il cite plusieurs défis que devront relever les parties concernées :

- 1) Pour le pays bénéficiaire : une coordination trop faible entre les partenaires peut ajouter une pression supplémentaire considérable sur les structures du pays tiers, et peut mener à une plus grande fragmentation des efforts du donateur. La coopération impliquant une économie émergente par ailleurs voisine peut être politiquement délicate. Si les intérêts des partenaires ne sont pas du même ordre ou vont à l'encontre de leur coopération, le pays bénéficiaire se place dans une situation risquée. Une coopération triangulaire qui n'est pas basée sur un partenariat d'égal à égal est susceptible de tendre les relations entre le pays bénéficiaire et l'intervenant tiers, d'autant plus si leurs relations sont déjà entachées politiquement ou historiquement.
- 2) Pour l'économie émergente : une coopération triangulaire peut augmenter le poids reposant sur les épaules de ce pays, et impliquer des coûts de transaction plus élevés. Si les partenaires n'opèrent pas d'égal à égal, l'économie émergente peut voir ses opportunités de contribuer et d'influencer le projet limitées par l'autre donateur. Le pays émergent peut aussi être confronté à des questions concernant la qualité et le bien-fondé de sa coopération, des outils mis en place et de sa motivation.
- 3) La coopération au développement de l'Allemagne : une coopération triangulaire peut être plus exigeante en termes de coordination et de temps qu'une coopération bilatérale. Ce constat peut dès lors entraîner une augmentation des coûts de transaction. Certaines questions peuvent également survenir concernant la garantie de propriété du pays bénéficiaire ou la manière d'appréhender les relations avec une économie émergente pour laquelle les intérêts politiques en matière de développement peuvent ne pas être de premier ordre. De plus grandes difficultés, enfin, à mettre en place des projets en lien avec des questions politiques ou stratégiques que des projets de nature purement technique peuvent survenir (BMZ 2013).

Les nouvelles approches et modalités mises en place par la Coopération Sud-Sud ont contribué à complexifier la coopération au développement internationale. La Coopération Sud-Sud s'est formée au cours de l'histoire et de défis de développement communs rencontrés par les pays de l'hémisphère sud. Elle est dans le même temps le reflet des changements politiques et économiques actuels qui se produisent partout dans le monde, révélés par la participation accrue des économies émergentes des pays du BRICS. Ce dynamisme dans la structure d'aide donne l'opportunité de l'étudier en détail et d'estimer son potentiel à créer un développement plus ouvert et plus juste.

Chapitre 3 : Valeur de la Coopération Sud-Sud

Les organisations internationales et les institutions multilatérales font les plus grands séloges à la coopération des pays du Sud. L'ONU, pour sa part, est également très convaincue des contributions positives de la coopération pour atteindre les objectifs de développement auxquels cette dernière s'est engagée et prône son utilisation parmi ses agences. En tant que Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a déclaré que la CSS "a le potentiel d'équilibrer la croissance et l'équité à l'échelle mondiale. Même au milieu des instabilités économiques, sociales et politiques graves, la coopération Sud-Sud a continué à conduire le commerce dynamique et les flux financiers au cours des dernières années... la coopération Sud-Sud offre un grand potentiel pour encore plus partager son expertise dans des domaines tels que l'éducation, la santé, l'énergie et la sécurité alimentaire" (Secrétaire général de l'ONU de 2012).

La question cruciale dans le nombre croissant d'études récentes sur la CSS est sa valeur ajoutée à l'architecture de l'aide traditionnelle. La multitude d'approches et de modalités à venir de la CSS peut continuer à développer davantage la manière dont l'aide est conceptualisée et livrée, mais peut-être au détriment d'assurer les lignes directrices convenues au niveau international pour l'efficacité du développement. Il y a aussi un débat animé sur la mesure de sa capacité à influencer non seulement la théorie et la pratique du développement, mais aussi à contester l'emprise hégémonique de l'Occident sur les institutions et les processus de développement international.

Si tel est le cas, la CSS fournit alors aux pays du Sud un espace alternatif afin qu'ils puissent coopérer entre eux pour atteindre les objectifs communs de développement fondés sur les avantages et conditions d'égalité, méthode guère dans la pratique de l'aide Nord-Sud traditionnelle.

I. Quels étaient les faiblesses et les problèmes du modèle de développement traditionnel qui ont encouragé le développement de la CSS?

La CSS a été historiquement considérée comme une réaction à la marginalisation des pays du Sud sur la scène internationale. Tout au long de la Guerre mondiale et la guerre froide, les pays du Nord avaient le pouvoir d'agir pour faire avancer leurs intérêts politiques et économiques tout en faisant entrer les pays du Sud dans le conflit mondial. La bipolarité de la politique internationale de l'époque a entraîné la nécessité d'une coalition pour le non-alignement, qui a été représentée par la Conférence de Bandung et par le mouvement des pays non-alignés.

L'aide étrangère au cours de la période de la guerre froide a été distribuée aux pays du Sud en fonction des objectifs géopolitiques. Pour les États-Unis et ses alliés, ceci signifiait qu'il fallait fournir une aide avec des conditions politiques explicites. Cette aide a été remise aux alliés stratégiques, pour enrayer la propagation de l'influence soviétique, bien qu'on ait fermé les yeux sur les gouvernements autocratiques qui étaient des alliés stratégiques (Dunning 2009, 409-412).

Les institutions multilatérales et les organisations internationales qui ont été formées après la Seconde Guerre mondiale ont apporté les mêmes mécanismes d'exclusion. Les processus de décision dans ces domaines sont concentrés dans les mains des nations puissantes. Les institutions de *Bretton Woods* sont principalement contrôlées par les États-Unis et l'Europe alors que le Conseil de sécurité des Nations unies a seulement cinq pays comme membres permanents, qui détiennent exclusivement le droit de veto. Le modèle de développement qui venait de ce contexte historique et politique est en grande partie son reflet de la situation.

Le FMI et la BM ont dicté la trajectoire de l'aide au développement dans la seconde moitié du 20^e siècle. Ceci a caractérisé un développement fondé sur l'économie néoclassique, comme le préconise le Consensus de Washington. Il postule que transformer l'économie d'un pays, pour convenir à son insertion aux changements du capitalisme mondial dans ses politiques macroéconomiques, porterait sur le développement économique. C'était le fondement des programmes d'ajustement structurel (PAS) qui ont été imposés comme des conditions pour avoir accès au financement du développement aux pays en développement.

Les effets positifs de la stabilité macroéconomique, à travers les programmes d'ajustement structurel sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie de la population générale, ont toutefois été réfutés par les statistiques mondiales. Tout au long des années 1990, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté d'environ 100 millions malgré que le revenu mondial ait augmenté de 2,5 % en moyenne par an au cours de la même période (Stiglitz 2000, 7). En outre, la volatilité d'un marché mondial dérégulé a conduit à des crises mondiales et régionales périodiques qui ont affecté directement la population plus pauvre et marginalisée, en raison du chômage national croissant et des mesures d'austérité sur les services de base.

Le développement a été considéré comme un processus descendant qui reposait sur la récréation des modèles économiques prospères des pays industrialisés dans les pays du sud. Comme Stiglitz a déclaré, "en dictant les termes des accords, le FMI étouffe efficacement toute discussion au sein d'un gouvernement client — sans parler de façon plus générale au sein du pays — concernant les politiques économiques alternatives" (2002, 43). Il s'est également avéré en pratique que cette verticalité de l'aide prônait des réformes politiques et fournissait des services basés sur des recommandations sur ce dont le pays donateur pensait que le pays bénéficiaire avait besoin, étouffant donc efficacement l'appropriation nationale du processus de développement.

Les études sur l'effet des politiques capitalistes néolibérales en Afrique subsaharienne ont constaté que la région était dans une spirale économique descendante due à l'ouverture rapide de ses marchés dans le milieu des années 80. Les raisons invoquées étaient la désindustrialisation en raison de la concurrence mondiale excessive, le recours à des produits d'extraction ou primaires, la vulnérabilité aux chocs exogènes, ainsi que les fuites de capitaux des investisseurs étrangers en raison de la spéculation. Ceux-ci ont en effet vu les taux de pauvreté et d'inégalité croître sans cesse depuis le début des années 80. Les statistiques de l'APD montrent également qu'une grande partie de l'aide acheminée vers l'Afrique se

composé d'allégement et du remboursement de la dette. En outre, l'accent sur la réalisation des OMD en vue de l'année 2015 a canalisé l'aide vers les services sociaux au détriment de l'amélioration des capacités productives pour assurer le développement à long terme (Sundaram et al 2011, 11-12).

Compte tenu des échecs, une alternative à ce modèle de développement a été recherchée par les pays du sud, qui se considéraient comme des victimes du Consensus de Washington. Ceci a fomenté la hausse des alliances et des blocs régionaux entre les pays du sud dans le but de gagner plus de pouvoir de négociation dans les institutions multilatérales et les organisations internationales qui sont fortement influencées par les pays du nord. Dans certains cas, des alliances régionales ont été formées pour créer une alternative au système capitaliste néolibéral tel que ce qui est vu dans la formation d'ALBA.

II. Quelles sont les alternatives que la CSS présente vis-à-vis de la coopération traditionnelle au développement du Nord?

L'appel à un changement de modèle de développement gagne en force entre les nations de l'hémisphère sud. Les modifications demandées ont beaucoup à voir avec l'évolution de la relation verticale de l'aide qui a marqué les relations inégales de pouvoir entre le donateur et le receveur. Actuellement, une conviction partagée est en train d'émerger entre les nations du sud, puisque ces derniers veulent coopérer sur un pied d'égalité et acquérir des connaissances mutuelles sur les expériences de développement. L'augmentation du commerce régional vient aussi de la motivation des pays du sud à contrer les conséquences de la libéralisation du commerce imposée par le FMI et l'OMC.

L'approche du développement humain de Amartya Sen, qui est au cœur du Rapport mondial sur le développement humain du PNUD, marque un changement dans la conceptualisation du développement. Mahbubul Haq, lors du lancement du Rapport sur le développement humain a exprimé son objectif principal qui était "de détourner l'attention de l'économie du développement de la comptabilité du revenu national aux politiques centrées sur les personnes" (1995). Ceci signifie donc une redéfinition de l'approche et de la méthode pour réaliser des objectifs de développement à partir de la focalisation sur la stabilité macroéconomique ou l'approvisionnement des services sociaux basés sur la charité vers un système d'autonomisation politique afin d'améliorer les capacités des personnes et d'élargir leurs choix.

L'accent mis par la CSS sur le partage de connaissances et d'expériences dans la recherche de solutions aux défis du développement dans les pays du sud complète l'idée d'une alternative aux transferts nord-sud. La CSS affirme la nécessité des pays du Sud de prendre les devants dans la mise en place de leur agenda et priorité de développement libre des intérêts directs des pays donateurs les plus puissants. La CSS parmi les ONG telles que celle avec Viva Rio, une ONG brésilienne travaillant dans les communautés d'Haiti frappées par la pauvreté extrême, illustre une approche ascendante et décentralisée de la coopération au développement (Oliveira 2010). Les pôles de connaissances et le partage de savoir-faire technique complètent également une approche plus axée sur les gens qui implique souvent une diversité d'acteurs et

favorise l'utilisation de connaissances et d'expériences qui peut être adaptée dans le contexte local.

L'aide pour les activités commerciales entre les pays du Sud apporte aussi une perspective différente sur la coopération au développement économique. Les pays du BRICS soutiennent en particulier l'aide pour le commerce non seulement par des accords commerciaux multilatéraux comme l'OMC, mais aussi des alliances commerciales régionales de plus en plus engagées avec des voisins en développement et la région africaine plus proche. Ces blocs commerciaux régionaux des pays du Sud ont le potentiel d'atténuer les effets négatifs du libre-échange mondial pour leurs économies. La concentration de l'assistance technique Sud-Sud sur le traitement des déficits de compétences et de capacités montre comment ce type de coopération vise à répondre à des obstacles structurels de la croissance économique.

L'inégalité de pouvoir dans la relation donateur-bénéficiaire qui était la norme dans le transfert nord-sud traditionnel ressort du fait que les programmes d'ajustement structurel et les conditions sur les réformes politiques et économiques ont influencé la façon dont les gouvernements chinois et indien fournissent actuellement une aide. Ces pays controversés n'imposent de conditions politiques sur leur financement et l'aide au développement. Ce caractère de l'aide des économies émergentes montre comment la CSS des pays émergents secoue les valeurs du Nord prétendument universelles de la "bonne gouvernance" et les lignes directrices évoquant les pays avec lesquels coopérer. Cette absence de conditionnalité a cependant été critiquée par les donateurs traditionnels, qui seront abordés dans le prochain chapitre.

La CSSD fournit des alternatives distinctes à la coopération traditionnelle au développement. Ses activités visent à en finir avec les recommandations du "système unique applicable à tous" qui caractérisaient le SAP. Il se concentre plutôt sur l'adaptation des solutions qui étaient formulées dans les pays avec des stades de développement semblables. Les avantages du partenariat de développement et la relation horizontales sont évidents dans la capacité plus égale pour négocier des accords, en particulier sur le commerce et le financement du développement, à des conditions mutuellement bénéfiques.

Cependant, il est également évident que la coopération Sud-Sud pour le développement ne garantit pas nécessairement une pause dans le modèle de développement traditionnel. Puisque l'aide provenant de la CSSD représente moins de 10 % de l'APD totale, sa capacité à changer le modèle et l'architecture de développement est limitée. Ce à quoi il contribue de manière plus significative est la multitude d'approches et modalités qui pourraient donner des exemples positifs à la communauté internationale pour le développement et qui pourraient exercer des pressions pour les réformes à venir.

Bien que la décentralisation croissante de la coopération au développement permette un espace pour les OSC des pays du Sud pour toucher un développement plus participatif et démocratique, on ne sait pas encore clairement si la CSSD en général utilisera une approche pour le développement davantage centrée sur les gens.

III. La CSS augmente-t-elle réellement l'autonomie et l'indépendance des pays du sud à choisir leur propre voie de développement?

La CSS a sans aucun doute ouvert un espace pour créer des alternatives à l'emprise hégémonique du nord sur le discours du développement. Le modèle de développement traditionnel est étroitement lié à l'influence du nord sur l'économie mondiale et la politique. La CSS peut donc maintenir le potentiel de créer un espace pour la coopération au développement qui est loin des interférences et des intérêts directs des nations plus puissantes. Cependant, l'étendue de sa capacité à fournir aux pays du Sud la passerelle pour plus d'indépendance dans le choix de leur voie de développement n'est pas encore claire.

Ce qui est évident à partir des blocs et des alliances formés par les pays du Sud est qu'il ya une multiplicité croissante des idées de gouvernance sur le commerce, la politique, le développement et les politiques publiques, entre autres. Leurs activités de coopération contestent la notion d'un système hégémonique qui régirait toutes les questions d'intérêt international. La CSS sur le commerce, en particulier, s'oriente vers une résistance aux recommandations commerciales néolibérales comme principale et seule stratégie pour atteindre le développement économique national. La raison des alliances et blocs commerciaux entre les nations du Sud est en outre soutenue par la théorie de la complémentarité qui suggère que le commerce entre les pays avec des niveaux similaires dans le développement économique produit des avantages plus équitables, surtout pour les membres impliqués.

Le nouvel ordre économique international (NOEI) qui a été mis en avant dans la CNUCED vise à défendre un système de commerce international qui tient compte de la participation des pays en développement à travers le commerce préférentiel, la création d'associations pour les produits de base, et l'aide au développement sans condition. Ceci est contraire aux politiques de libre marché préconisées par l'OMC et le FMI.

La prolifération des activités de la CSS sur l'augmentation du commerce et de l'amélioration des capacités productives entre les pays du Sud ont souvent pour but de compléter la formation régionale de bloc commercial. Certains de ces blocs commerciaux régionaux sont des alternatives au capitalisme néolibéral préconisé par les institutions de *Bretton Woods*. L'initiative d'intégration régionale de l'ALBA favorise le libre-échange et l'élimination des barrières tarifaires sur certains produits, mais il préconise un développement qui met l'accent sur les gains sociaux tels que la réduction de la pauvreté et le respect des besoins fondamentaux de leur population.

Quant au programme de l'enseignement supérieur pour tous (HEFA en anglais) de l'ALBA, Muhrdclaire qu'il est contre-hégémonique dans son rejet de "la marchandisation de l'éducation et de la production d'une élite mondiale entrepreneuriale compétitive" dans le cadre d'une économie capitaliste (19). Les accords de coopération du Venezuela avec Cuba et l'Iran voient le partage de l'espace pour les pays du sud avec une position claire contre

l'hégémonie mondiale américaine afin de former des systèmes économiques et politiques alternatifs.

La création de la Banque de développement BRICS est saluée par les économistes comme une réponse aux besoins d'autres établissements autres que ceux du *Bretton Woods*. Malgré la rhétorique d'un "nouveau paradigme" dans le Cinquième Sommet de BRICS à Durban, les attentes d'un changement radical de l'architecture de développement sont maintenues à un minimum. Il n'y a encore aucune indication claire concernant la façon dont la banque fonctionne dans la pratique, mais le changement du paradigme en question n'est pas de la coopération au développement, mais plutôt du déplacement de la puissance économique du Nord vers les pays émergents. Il remet en question le fait de savoir si l'institution, bien que formée par les économies émergentes, ne fera que reproduire les relations Nord-Sud.

Le vocabulaire utilisé dans la cadre de coopération pour l'investissement et le commerce de BRICS se distingue des accords de l'OMC avec une mention importante de "résultats mutuellement bénéfiques... avec un accent sur le soutien des complémentarités industrielles, le développement durable et la croissance inclusive" (2013a). En fin de compte, cette alliance vise à donner aux pays BRICS plus de pouvoir de négociation à l'OMC, ainsi qu'à promouvoir les échanges et la coordination de l'investissement et l'échange de connaissances entre les pays membres. Le groupe BRICS constitue un défi pour le mode de développement économique du Nord, car en dépit de leurs économies capitalistes, leur transformation en tant que puissances économiques émergentes n'a pas suivi strictement la voie néolibérale du Nord, pas plus qu'ils ne continuent à suivre les recommandations économiques néoclassiques.

En 2010, la CNUCED a présenté son idée d'une nouvelle architecture internationale du développement (NIDA), qui a reconnu l'importance critique de l'aide aux PMA, mais avec une nécessité d'utiliser une approche intégrée avec une plus grande aide. Il est basé sur l'idée que l'aide au développement en faveur des PMA devrait prendre en compte l'interdépendance mondiale en termes de développement économique et de réduction de la pauvreté. Ceci préconise le soutien à la mobilisation des ressources nationales, des mesures pour réduire la volatilité des prix des produits de base, et l'allégement de la dette. La NIDA s'éloigne de la stratégie du système "unique applicable à tous", et habilite à la place les PMA pour tirer parti de leurs actifs et potentiels. Il place également les États dans une position plus importante dans l'orientation et la stimulation du secteur privé.

Le CSS a clairement ouvert une multiplicité de coopération ou de coalitions internationales fondées sur un large éventail d'intérêts communs. Il fournit une ouverture cruciale aux alternatives et les espaces de dialogue ne se limitent plus à la sphère d'influence des pays du Nord.

IV. Quelles initiatives mondiales existent pour promouvoir la CSS?

Les Nations Unies, par le biais de son Bureau pour la coopération Sud-Sud, visent à "promouvoir, coordonner et soutenir la coopération triangulaire au niveau mondial et au sein

du système des Nations Unies " (UNSC). Le Bureau est en charge de l'intégration de la CSS dans les agences et programmes des Nations Unies, en engageant divers acteurs du développement, et sert de Secrétariat pour le Comité de haut niveau sur la coopération Sud-Sud. La Réunion de haut niveau sur la coopération Sud-Sud et le développement des capacités à Bogota tenue en 2010 avait pour but de rassembler les pays du Sud ainsi que d'examiner les expériences et les défis de la CSS et de créer conjointement un aperçu de l'avant. Il a vu un soutien supplémentaire dans la promotion des initiatives de la CSS ainsi que l'amélioration de sa pratique et de son efficacité.

Le G77 a tenu des sommets internationaux avec une importance particulière pour la CSS. Après le Sommet du Sud à La Havane en 2000, où un examen de l'état d'avancement de la CSS avait été faite, la Déclaration de Marrakech adoptée en 2003 a réaffirmé l'engagement des pays membres à promouvoir le développement des capacités et les transferts de technologie, l'élimination des barrières commerciales et l'augmentation des investissements directs. Il a également créé un cadre avec des objectifs et des stratégies de développement établis pour les pays membres. Cela a été suivi par le Plan d'action de Doha en 2005 qui a vu la nécessité de revitaliser et de faire des efforts dans le renforcement de la CSS et l'a reconnu comme complémentaire et non pas comme substitut à l'aide au développement nord-sud. Les réunions qui ont suivi ont constamment réaffirmé leur soutien aux activités de la CSS, la nécessité pour le suivi et l'examen de ces activités, et aussi la nécessité de mobiliser des ressources financières.

La CNUCED en présentant NIDA a cité la CSSD comme une composante importante de cette vision. Elle le voit comme la clé pour assurer un soutien spécifique aux PMA parmi les autres pays en développement en termes de transferts commerciaux et technologiques préférentiels. La promotion de la CSS est basée sur la défense des intérêts de la CNUCED à approfondir l'intégration régionale, soutenir l'échange des connaissances et la technologie des transferts, et faciliter la coopération dans la production d'énergie renouvelable.

V. Quels défis rencontre l'émergence de la CSS?

Dans le contexte de crise, le déclin de l'APD et de l'après guerre froide, la CSS est une initiative relativement nouvelle enclenchée par les pays du Sud pour trouver une nouvelle façon de travailler en collaboration en vue d'atteindre leurs objectifs de développement. Malgré la nouveauté de cette initiative, la communauté internationale de développement a mis en évidence leur soutien à la promotion de la CSS. Ceci est dû à des avantages indéniables des approches et modalités qui n'auraient pas été créées si la coopération au développement était fondée sur l'APD traditionnelle seul.

Mais précisément à cause de sa nouveauté, des lacunes et des défaillances associées à la CSS existent toujours.

Il ya des questions importantes qui doivent encore être abordées si la communauté internationale du développement doit soutenir pleinement la promotion des activités de la CSS. Il est nécessaire d'assurer que les acteurs du développement, un peu comme ce qui est attendu de l'APD traditionnelle, soient responsables devant leurs citoyens et leurs partenaires de

développement. Il est également important de construire les forces de la CSS pour fournir plus efficacement des résultats.

Les pays émergents ont une grande réticence à déclarer leurs activités CSS comme l'APD. Cela est dû à la caractéristique distincte des pays de chevaucher le monde développé et le monde en développement. Malgré la force croissante de leurs économies, utiliser l'argent des contribuables pour la coopération au développement attire souvent les critiques de leurs électeurs étant donné qu'une partie importante de la population est encore sous le seuil de la pauvreté et manque des services sociaux de base. De plus, il ya aussi la crainte légitime que ceci diminue le potentiel APD des donateurs du Nord, comme des pays émergents reçoivent encore une quantité importante d'APD. Ceci souligne aussi la réalité qu'il n'y a pas de différence significative entre les grands acteurs — les BRICS — et les plus petits dont le contexte propre nécessite davantage d'aide substantielle au développement.

Alors que les acteurs de la CSS se sont engagés dans le processus de l'efficacité, à Busan, ils ont seulement accepté que 'les principes, les engagements et les actions convenues dans le document final de Busan doivent être la référence pour les partenaires Sud-Sud sur une base volontaire.' Les principaux acteurs de la CSS critiquent de manière récurrente certaines pratiques qui vont contre les principes de l'efficacité du développement. Selon une étude de 2011 pour le Forum de coopération au développement, la majorité de l'aide au développement du Sud est liée à l'acquisition des biens ou des services du fournisseur (DCF Nations Unies 2011). L'Inde, la Chine et le Venezuela sont cités comme les pays qui utilisent une aide conditionnelle dans la Coopération Sud-Sud pour le développement (Réalité de l'aide, 2010, 14)

Néanmoins, les nouveaux fournisseurs CSS se différencient eux-mêmes des donateurs du Nord qui imposent des conditionnalités du programme pour l'aide au développement. Cette décision vient de leur position en tant que bénéficiaires de l'aide et de leur position sur le principe de non-ingérence. Il ya, cependant, des craintes que cette politique 'sans condition' sape l'appropriation démocratique du développement national, car ceci signifie que ces nouveaux fournisseurs n'auraient aucun scrupule à prêter ou fournir une assistance aux gouvernements autocratiques ou illégitimes. Il n'y a pas de droits humains ou de critères de bonne gouvernance qui détermine si l'on soutient ou non un pays partenaire avec des prêts ou de l'aide au développement. Ceci soulève aussi des questions sur la viabilité de la dette étant encourue notamment par les pays africains qui ont des dossiers inégaux sur la gestion budgétaire.

La manière dont la Chine, en particulier, coopère avec d'autres pays du sud est considérée comme contraire à ce même principe. Le gouvernement chinois négocie et achemine son aide au développement exclusivement par le gouvernement partenaire. Il n'y a pas de participation des OSC dans la CSSD chinoise et donc cette problématique ne facilite pas les processus démocratiques dans les partenariats de développement.

Des questions quant à l'intérêt de BRICS en Afrique émergent également. L'incursion récente du Brésil, de la Chine et de l'Inde dans les accords de coopération avec les pays de la région qui n'étaient traditionnellement pas des partenaires stratégiques est supposée faire partie de leurs

intérêts politiques et économiques stratégiques. La région est indéniablement un grand marché stratégique et l'accès à ses ressources extractives est très important pour stimuler les économies de BRICS. L'aide au développement de l'Inde à l'Afrique est perçue comme largement composée de régimes de subventions à l'exportation pour leurs produits excédentaires. L'aide indienne est caractérisée comme étant liée à des conditions d'achat de ses produits et services, ce qui le place dans une position contradictoire étant donné que le gouvernement indien lui-même n'accepte pas l'aide sous condition bilatérale (Bijoy 2010, 74).

La Chine explique également sa présence dans la région par les besoins du pays en énergie et en sécurité alimentaire et sa recherche de nouveaux marchés pour leurs produits. Puisque la Chine dépasse maintenant les États-Unis en tant que plus grand importateur d'énergie dans le monde, ses pays prioritaires en Afrique pour l'aide au développement reflètent cet intérêt. Cette partie peut expliquer en partie la canalisation des accords commerciaux, l'aide et les investissements dans les pays riches en ressources naturelles comme le Soudan, l'Angola et le Nigeria. Les relations extérieures de l'Inde avec les pays d'Afrique orientale et sa coopération avec les huit pays francophones riches en ressources dans le TEAM-9 sont également fortement influencées par la nécessité de trouver des sources vitales pour les importations d'énergie.

Des préoccupations sont soulevées quant au besoin des pays développés de sécurité alimentaire dans un contexte de prix mondiaux des produits alimentaires volatils et la demande croissante des pays en développement alimente les incidents de l'accapement des terres en Afrique. Ceux-ci impliquent le bail ou l'acquisition de terres agricoles ou arables à des investisseurs étrangers souvent facilités par le gouvernement du pays où le terrain est loué ou vendu. Selon une étude de la FAO, de nombreux pays du Sud sont impliqués dans des transactions foncières en Afrique subsaharienne en particulier le Soudan, l'Éthiopie, Madagascar, le Mozambique et la Tanzanie (Cotula et al, 2009, 17). Les investisseurs étrangers cités qui ont acheté ou loué des terres en Afrique sont la Chine, l'Inde, la Corée du Sud, et les pays basés au Golfe (Smith 2009).

En regardant comment la CSS est menée par le groupe BRICS, des démêlés existent avec le concept d'un changement radical de modèle de développement. On soutient que cette situation montre simplement un changement en cours de puissance mondiale passant des pays du Nord aux pays émergents. Les formations et les alliances que le bloc a créées ont pour objectif d'augmenter son pouvoir de négociation sur la scène internationale. L'incursion de BRICS en Afrique et leur aide conditionnelle ainsi que la recherche de ressources extractives reproduisent de manière inquiétante les intérêts économiques.

Conclusion

Actuellement, il n'y a pas encore de définition établie de CSS et pour en ajouter à sa complexité, des multiplicités d'accords de coopération existent dans différents thèmes englobant le commerce et les investissements, la santé, la sécurité, l'énergie et la coopération au développement entre les pays du Sud. La principale raison de cette lacune dans la définition, le

cadre et les lignes directrices est que c'est encore relativement une nouvelle configuration des relations internationales.

Les chapitres précédents ont donné un aperçu de l'histoire de sa création et ont justifié le soutien à l'essor du CSS. On a également discuté de sa capacité à créer un espace alternatif pour les pays du Sud afin qu'ils choisissent leur propre voie de développement et fomentent la coopération internationale qui est basée sur les partenariats, le respect de la souveraineté nationale, et les avantages mutuels. De ce qui précède, on peut déduire que la CSS est un des aspects des nombreuses manières d'impliquer les diverses nations à coopérer pour des objectifs communs. Une ouverture charnière est créée pour la communauté internationale afin de renforcer sa capacité à fournir des alternatives. Ceci peut fournir des occasions de créer une alternative politique, un commerce international et régional, et des systèmes économiques qui constituent potentiellement un défi à l'hégémonie du Nord sur les systèmes de gouvernance internationale.

La CSSD en elle-même n'est pas la panacée aux problèmes de la coopération internationale au développement en termes de défaillances dans la mise en œuvre et les résultats, l'inégalité dans les processus décisionnels des organisations internationales, et le manque d'engagement en faveur de la coopération au développement et de son efficacité.

La communauté internationale est d'accord à l'unanimité que la CSSD ne remplacera pas l'APD traditionnelle Nord-Sud. Cette dernière est toujours un aspect crucial de la coopération au développement, car elle aborde les défis mondiaux et les biens publics mondiaux qui comprennent la santé, le patrimoine environnemental et intellectuel, ainsi que le commerce international et la finance. Les pays du Nord ont également l'obligation morale de traiter activement les inégalités dans les pays du Sud qui sont venus des siècles de colonisation, d'exploitation, et de l'assujettissement politique et économique.

L'aide au développement par le biais de la CSS favorise les nouvelles connaissances et les expériences basées sur la coopération à la pratique de coopération au développement dans les pays bénéficiaires et elle donne une chance pour les praticiens d'améliorer ou réformer l'architecture et le paradigme de développement actuel. La CSSD promeut l'idée clé de la communauté internationale que la coopération au développement peut être faite avec une stratégie gagnant-gagnant, s'éloignant des relations inégales de structure traditionnelle donateur-bénéficiaire. Il peut en outre faire progresser les principes de l'appropriation démocratique par la coopération internationale entre les OSC du Sud et d'autres acteurs du développement. Il montre également que les pays de l'hémisphère sud sont des acteurs actifs dans leur développement et contribuent au partage des connaissances et des solutions aux défis mondiaux de développement.

Les pays en développement et les PMA bénéficient également de la diversité croissante des acteurs du développement et les formations régionales qui sont établies. Le commerce mondial qui était autrefois centré autour des économies développées connaît une période de flux en raison de la croissance du commerce Sud-Sud dans les dernières décennies. Les pays du Sud échangent des informations et des expériences de développement vital qui peuvent être

adaptées à leurs réalités sociales et économiques particulières. Ceci va aussi avec le transfert technologique et le développement des capacités qui sont actuellement mis en œuvre dans les PMA partenaires ou les pays en développement qui sont issus de pratiques réussies dans le Sud. De nombreux pays du Sud s'engagent de plus en plus dans la CSSD et voient en elle un moyen plus efficace de coopérer pour atteindre les objectifs de développement communs.

Néanmoins, comme l'économie mondiale a changé et que les économies émergentes se développent, les BRICS et autres pays émergents joueront un rôle plus important dans l'architecture du développement évolutif. La participation de ces nouveaux fournisseurs est importante dans le contexte de l'écart crucial entre le financement du développement et la création d'une architecture de développement plus inclusive qui prend en compte la perspective des nations émergentes. Cependant, compte tenu de l'utilisation de l'aide conditionnelle en Chine, l'aide au développement en Inde et la question de l'accaparement des terres des entreprises étrangères agroalimentaires, il est nécessaire de veiller à ce que la CSSD suive les principes de l'efficacité du développement.

Assurer le respect de ces principes est un défi, car il fonctionne avec un cadre différent et un ensemble de principes différents que l'APD, et il n'est pas possible de les regrouper dans la même définition. Malgré cela, il ya d'autres moyens de garantir l'efficacité et la durabilité des activités de la CSSD. Cette garantie pourrait se faire par la mise en place des systèmes de suivi et d'évaluation, l'augmentation de la responsabilisation des gouvernements et des organismes, et le renforcement des plateformes internationales ou régionales dans la CSS. Ces dernières sont facilitées avec l'aide de l'ONU, d'autres institutions multilatérales de développement, et par des réunions de haut niveau sur la CSS comme celle de Bogota en 2010. Bien que le cadre de l'ONU fournisse le lieu utile pour le dialogue et l'avancement, il est également crucial de continuer un engagement constructif au sein du Partenariat mondial pour une coopération au développement efficace afin de favoriser l'application des principes et des engagements de l'efficacité du développement.

En outre, la nécessité d'inaugurer une approche participative, durable, orientée vers le développement humain pour la coopération au développement international est non seulement demandée en CSSD mais pour l'ensemble du modèle de développement. La CSS a le potentiel de montrer l'exemple et de mettre la pression sur les donateurs du Nord afin que ces derniers suivent les bonnes pratiques et prennent en compte les principes de non-ingérence et de respect de la souveraineté. Toutefois, la CSSD, par lui-même, ne changera pas le modèle de développement actuel. Il fournit une plateforme active pour renforcer la voix des pays du Sud, mais il ne vise pas à s'orienter vers un développement en isolement. La communauté internationale de développement est chargée de travailler vers un développement plus juste, durable et inclusif et la Coopération Sud-Sud pour le développement remplit cet objectif.

Bibliographie

Ancharaz, V. and Laird, S. 2013. "Duty-free, quota-free market access: What's in it for African LDCs?" Bridges Africa Review. Volume 2, Numéro 3. Consulté le 13 octobre 2013 sur <http://ictsd.org/i/competitiveness/169459/>

Asante, A.; Negin, J.; Hall, J.; Dewdney, J; and Zwi, A. 2012. "Analysis of policy implications and challenges of the Cuban health assistance program related to human resources for health in the Pacific". Centre de connaissances des ressource humaine dans le secteur de la santé (RHS). Consulté le 11 octobre 2013 sur <http://www.human-resources-health.com/content/10/1/10>

Beattie, A. 2010, January 7. "BRICS: The changing faces of global power." *Financial Times*. Consulté le 24 septembre 2014 sur <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/95cea8b6-0399-11df-a601-00144feabdc0.html>

Bhattacharya, A.; Stern, N.; Romani, M.; and Stiglitz, J. 2013, May 1. "A New World's New Development Bank." *Project Syndicate*. Consulté le 24 septembre 2013 sur <http://www.project-syndicate.org/commentary/the-benefits-of-the-brics-development-bank>

Bijoy, C. 2010. "India: Transiting to a Global Donor". *Reportage special sur la cooperation Sud-Sud*. Manila, livres d'IBON.

BMZ. 2013, Février. "Triangular cooperation in German development cooperation : Position paper."

BRICS. 2013a. "BRICS Trade and Investment Cooperation Framework." Consulté le 23 septembre 2013 sur <http://www.brics5.co.za/assets/BRICS-Trade-and-Investment-Cooperation-Framework.pdf>

BRICS. 2013 b. "eThekweni Declaration." Consulté le 25 septembre 2013 sur <http://www.brics5.co.za/about-brics/summit-declaration/fifth-summit/>

Burnett, N. and Felsman, C. 2012. "Post-2015 Education MDGs." Institut de développement d'Outremer. Consulté le 24 octobre 2013 sur <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/7776.pdf>

Butterfield, W.; Chen, C.; Foster, V. and Pushak, N. 2008. "Building Bridges :China's Growing Role as Infrastructure Financier for Africa." *Options de politique et de tendances*. Consulté le 24 octobre 2013

sur http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/Building_Bridges_Master_Version_wo-Embg_with_cover.pdf

Cabral, L.; Ferrinho, P.; and Russo, G. 2013. "Brazil-Africa technical cooperation in health: what's its relevance to the post-Busan debate on 'aid effectiveness'?" *Santé mondiale*. doi: 10.1186/1744-8603-9-2. Consulté le 2 octobre 2013 sur <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3610229/>

Cabral, L. and Weinstock, J. 2010. "Brazilian technical cooperation for development: Drivers, mechanics and future prospects." Institut de développement d'Outremer. <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/6137.pdf>

Castro, F. 1979. "The Havana Declaration." Consulté le 21 septembre 2013 sur <http://lanic.utexas.edu/project/castro/db/1960/19600902-2.html>

Chahoud, T. 2007. "South-south cooperation - opportunities and challenges for international cooperation." *Institut allemand du développement*. Document informatif 9/2007. Consulté le 18 octobre 2013 sur [http://www.die-gdi.de/CMS-Homepage/openwebcms3_e.nsf/\(ynDK_contentByKey\)/ADMR-7BLF2V?Open](http://www.die-gdi.de/CMS-Homepage/openwebcms3_e.nsf/(ynDK_contentByKey)/ADMR-7BLF2V?Open)

Charlton, A. and Stiglitz, J. 2012. "Right to Trade: A Report for the Commonwealth Secretariat on Aid for Trade". <http://unctad.org/meetings/en/Miscellaneous%20Documents/Right-to-Trade-Report.pdf>

Chaturvedi, S. 2011. "South-South Cooperation in Health and Pharmaceuticals: Emerging Trends in India-Brazil Collaborations". *Système de recherche et d'information pour les documents de réflexion des pays en développement*. Consulté le 12 octobre 2013 sur http://www.ris.org.in/images/RIS_images/pdf/dp172_pap.pdf

Cotula, L.; Vermeulen, S.; Leonard, R. and Keeley, J. 2009. "Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa." Consulté le 25 septembre 2013 sur http://www.ifad.org/pub/land/land_grab.pdf

Dunning, T. 2009. "Conditioning the Effects of Aid: Cold War Politics, Donor Credibility, and Democracy in Africa." Consulté le 26 septembre 2013 sur <http://www.thaddunning.com/wp-content/uploads/2009/12/IO.pdf>

Estache, A. 2010. "Infrastructure finance in developing countries: An overview." *Documents EIB*. Volume 15, No. 2. Consulté le 28 octobre 2013 sur http://www.eib.org/attachments/efs/eibpapers/eibpapers_2010_v15_n02_en.pdf#page=62

Feinsilver, J. 2008. "Oil-for-Doctors : Cuban Medical Diplomacy Gets a Little Help from a Venezuelan Friend". *Nueva Sociedad*. Consulté le 15 octobre 2013 sur http://www.nuso.org/upload/articulos/3537_2.pdf

Fontaine, Dana De la. 2007. "South-South Cooperation between Brazil, India and South Africa." Consulté le 24 septembre 2013 sur <http://www.ipc-undp.org/ipc/doc/ibsa/papers/ibsa8.pdf>

G77. 1964. "Joint Declaration of the Seventy-Seven Developing Countries Made at the Conclusion of the United Nations Conference on Trade and Development." Consulté le 21 septembre 2013 sur <http://www.g77.org/doc/Joint%20Declaration.html>

G77. 2008. "Yamoussoukro Consensus on South-South Cooperation." *Douzième Séance sur le Comité intergouvernemental de suivi et de coordination sur la coopération économique entre les pays en développement.* Consulté le 28 septembre 2013 sur http://www.g77.org/ifcc12/Yamoussoukro_Consensus.pdf

Goldstein, A. and Kauffmann, C. 2006. "Is More Money Enough to Fix Africa's Transport Infrastructure?" *Centre de développement OCDE.* Consulté le 21 septembre 2013 sur <http://www.oecd.org/dev/36703129.pdf>

Haddow, I. 2001, February 3. "Brazil in US Aids drugs row". *BBC News.* Consulté le 13 novembre 2013 sur <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/1151437.stm>

Haq, M. 1995. *Réflexions sur le développement humain Development.* New York, Oxford University Press.

Hettne, B. and Soderbaum, F. 2006. "Theorising the Rise of Regionness." *Politikon : Etudes politiques du journal d'Afrique du Sud.* Volume 33, Question 1. DOI:10.1080/02589340600618180. Consulté le 23 septembre 2013 sur <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/02589340600618180?journalCode=cpsa20#.Uo7Qz8TjVFI>

High Commission of India. 2012, 11 novembre. "Indian Technical and Economic Cooperation (ITEC) Day." Consulté le 12 novembre 2013 sur <http://www.hcidhaka.org/PRDetails.php?id=22>

Hodgson, F.; Mawdsley, E.; McCann, G.; Porter, G.; and Turner, J. "Changing the game for Africa's infrastructure: what role does South-South cooperation play in addressing Africa's infrastructure gap and under what terms?" Consulté le 23 octobre 2013 sur <http://www.nai.uu.se/ecas-4/panels/1-20/panel-8/Turner-Hodgson-Porter-Mawdsley-McCann-Full-paper.pdf>

Humphrey, J. 2011. "Indian Development Cooperation: Key Traits and Prospects". *Coopération de développement européen jusqu'en 2020.* Consulté le 11 octobre 2013 sur http://www.edc2020.eu/fileadmin/publications/EDC2020_Policy_Brief_No_16_-_Indian_Development_Cooperation_Key_Traits_and_Prospects.pdf

JICA. 2012. "Teaming Up With Viet Nam to Improve Rice Cultivation in Mozambique." Livre Blanc sur l'aide au développement officielle du Japon. Consulté le 26 octobre 2013 sur <http://www.mofa.go.jp/policy/oda/white/2012/pdfs/c17.pdf>

Martin, W. and Winters, A. 1997. *The Uruguay Round and the Developing Countries*. Cambridge University Press.

Morazan, P.; Knoke, I.; Knoblauch, D.; and Schafer, T. 2012. "The Role of BRICS in the Developing World." *Parlement Européen*. Consulté le 23 septembre 2013 sur http://www.ab.gov.tr/files/ardb/evt/1_avrupa_birligi/1_9_politikalar/1_9_8_dis_politika/The_role_of_BRICS_in_the_developing_world.pdf

Murh, Thomas. 2010. "Venezuela and the ALBA: Counter-hegemonic regionalism and higher education for all." Bibliothèque scientifique en ligne. Consulté le 28 octobre 2013 sur http://www.scielo.br/pdf/ep/v36n2/en_a13v36n2.pdf

Murphy, C. 2011, March 11. "GCC to set up \$20bn bailout fund for Bahrain and Oman." *The National*. Consulté le 1er octobre 2013 sur <http://www.thenational.ae/news/world/middle-east/gcc-to-set-up-20bn-bailout-fund-for-bahrain-and-oman>

Mwase, N. and Yang, Y. 2012. "BRICs' Philosophies for Development Financing and Their Implications for LICs." FMI. Consulté le 2 octobre 2013 sur <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=25770.0>

OECD. 2011a. "Aid for Trade at a Glance 2011: Showing Results." Consulté le 21 octobre 2013 sur <http://dx.doi.org/10.1787/9789264117471-en>

OECD. 2011 b. "Aid-For-Trade Case Story: Brazil." Consulté le 16 octobre 2013 sur <http://www.oecd.org/aidfortrade/47699046.pdf>

OECD. 2012a. "Statistics on resource flows to developing countries." Consulté le 22 septembre 2013 sur <http://www.oecd.org/dac/stats/statisticsonresourceflowstodevelopingcountries.htm>

OECD. 2012b. "Trade-Related South South Cooperation: India." *Dialogue politique sur l'aide pour le commerce*. Consulté le 15 octobre 2013 sur http://www.oecd.org/dac/aft/South-South_India.pdf

OECD. 2013. "Triangular Co-operation: What can we learn from a survey of actors involved."

Oliveira, Nelza. 2010, January 27. "Viva Rio ready to restart social projects in Haiti". *InfosurHoy*. Consulté le 12 septembre 2013 sur http://infosurhoy.com/en_GB/articles/saii/features/main/2010/01/27/feature-01

Partners in Population and Development. "South-South Book." Consulté le 29 septembre 2013 sur http://www.partners-popdev.org/docs/PPD_South-South_Book.pdf

Pradhan, S. 2012. "Knowledge Hubs: Framing the Subject." *Conférence au Bali sur les pôles de connaissance*. Consulté le 20 septembre 2013 sur http://wbi.worldbank.org/sske/Data/wbi/wbicms/files/drupal-acquia/wbi/Sanjay_Pradhan_Keynote_Speech_Knowledge_Hubs_Bali_071112.pdf

Reality of Aid. 2010. "South-South Development Cooperation: A challenge to the aid system?" *Rapport special sur la cooperation Sud-Sud*. Consulté le 13 septembre 2013 sur <http://www.realityofaid.org/wp-content/uploads/2013/02/ROA-SSDC-Special-Report1.pdf>

Republic of Turkey Ministry of Foreign Affairs. "Turkey's Development Cooperation: General Characteristics and the Least Developed Countries (LDC) Aspect." Accessible sur http://www.mfa.gov.tr/site_media/html/

Ribeiro, E. 2011. "Brazil's Contribution to the Literacy Initiative for Empowerment (LIFE)." UNESCO. Consulté le 12 septembre 2013 sur http://uil.unesco.org/fileadmin/keydocuments/Literacy/LIFE/Mid-termPackage/5_latin_america-and%20the-caribbean_country_reports/5a_%20Country_report_Brazil/Report_BRAZIL_ENG.pdf

Russian Today. 19 juin 2012. "BRICS pour cash into the IMF in exchange for a bigger say." <http://rt.com/business/imf-brics-funds-boost-153/>

Smith, D. 2009, 3 juillet. "The food rush: Rising demand in China and west sparks African land grab". *The Guardian*. Consulté le 15 septembre 2013 sur <http://www.theguardian.com/environment/2009/jul/03/africa-land-grab>

Steele, J. 2008. "Yo, Sí Puedo: South-South Educational Collaboration in Practice." Société pour le journal de l'éducation internationale. Consulté le 23 octobre 2013 sur http://www.tc.columbia.edu/sie/journal/Volume_5/steele.pdf

Stiglitz, J. 2002. *Globalization and its Discontents*. New York, W.W. Norton & Company Inc.

Stuenkel, O. 2013, April 4. "Emerging market development banks – towards neo-developmentalism?" *Monde post-occidental*. Consulté le 25 octobre 2013 sur <http://www.postwesternworld.com/2013/04/04/emerging-market-development-banks-towards-neo-developmentalism/>

Sundaram, J.; Schwank, O.; and von Arnim, R. 2011. "Globalization and development in sub-Saharan Africa." *Document de travail DESA No. 102*. Consulté le 23 septembre 2013 sur http://www.un.org/esa/desa/papers/2011/wp102_2011.pdf

Tan, X. 2011, June 7. “Emerging Actors in Development Finance: A Closer Look at Chinese and Brazilian Overseas Investments.” *Insitut des Ressources mondiales*. Consulté le 29 octobre 2013 sur <http://www.wri.org/blog/emerging-actors-development-finance-closer-look-chinese-and-brazilian-overseas-investments>

UN. 2010. “Nairobi outcome document of the High-level United Nations Conference on South-South Cooperation.” Consulté le 28 septembre 2013 sur <http://ssc.undp.org/content/dam/ssc/documents/Key%20Policy%20Documents/Nairobi%20Outcome%20Document.pdf>

UN. 2012a. “Framework of operational guidelines on United Nations support to South-South and triangular cooperation.” Consulté le 28 septembre 2013 sur http://ssc.undp.org/content/dam/ssc/documents/HLC%20Reports/Framework%20of%20Operational%20Guidelines_all%20languages/SSC%2017_3E.pdf

UN. 2012 b. “The Role of Emerging Economies in Africa’s Infrastructure Development”. onsulté le 24 octobre 2013 sur <http://www.un.org/africa/osaa/reports/Summary%20-%20EGM%20infrastructure%20report%20-%20Dec%202012.pdf>

UN DCF. 2011. “Trends in International Financial Cooperation for LDCs”. Consulté le 28 septembre 2013 sur http://www.un.org/en/ecosoc/newfunct/pdf/ldc_study_istanbul.pdf

UNDP. 2004. “UNDP /Japan Partnership supporting South-South Cooperation: Innovative Triangular Cooperation towards the Millennium Development Goals”. Consulté le 24 octobre 2013 sur <http://tcdc.undp.org/doc/TriangCoop.pdf>

UN Secretary General. 2012. “Secretary-General, in South-South Cooperation Day Message, Stresses Need to Ensure more Equitable Distribution of Opportunities”. Consulté le 29 septembre 2013 sur <http://www.un.org/News/Press/docs/2012/sgsm14499.doc.htm>

UN Secretary General. 2013. “Secretary-General's Message for 2013.” Consulté le 22 septembre 2013 sur <http://www.un.org/en/events/southcooperationday/2013/sgmessage.shtml>

UNSSC. “Background”. Consulté le 25 septembre 2013 sur <http://ssc.undp.org/content/ssc/about/Background.html>

Werlau, M. 2010. “Cuba-Venezuela Health Diplomacy: The Politics of Humanitarianism”. Association de l’étude de l’économie cubaine. Consulté le 12 octobre 2013 sur <http://www.ascecuba.org/publications/proceedings/volume20/pdfs/werlau.pdf>

Whitefield, M. 2013, August 22. “Thousands of Cuban doctors headed to Brazil”. *Miami Herald*. Consulté le 12 octobre 2013 sur <http://www.miamiherald.com/2013/08/22/3580109/thousands-of-cuban-doctors-headed.html>

Yamashiro Fordelone, T. 2009. "Triangular Co-operation and Aid Effectiveness." OCDE. Consulté le 24 octobre 2013 sur <http://www.oecd.org/dac/46387212.pdf>

Young, R. 2005. "Postcolonialism: From Bandung to the Tricontinental." Consulté le 21 septembre 2013 sur <http://www.nnet.gr/historein/historeinfiles/histvolumes/hist05/historein5-young.pdf>

Zhou, Y. 2010. "The Future of South-South Development Assistance and the Role of the UN." OCDE. Consulté le 24 septembre 2013 sur <http://www.oecd.org/development/pcd/46188961.pdf>

[Avant-propos de la couverture arrière]

L'aide au développement, dans le mode traditionnel nord-sud, a été basée principalement sur les pays industrialisés de l'hémisphère nord fournissant une aide aux pays en développement du sud pour les aider à répondre à leurs objectifs de développement. Les relations donateur-bénéficiaire ont été caractérisées comme inégales et paternalistes, et l'aide a été utilisée comme un outil de politique étrangère pour les intérêts géopolitiques et économiques des pays développés. Ces caractéristiques de l'aide nord-sud traditionnelle ont conduit l'hémisphère sud à rechercher des approches alternatives de développement.

La coopération Sud-Sud a donc émergé dans les années 50 dans le contexte de la lutte commune des anciennes colonies à l'indépendance et au développement véritable. Au cours des dernières décennies, la coopération entre les pays du sud a augmenté de manière notable. Ils se livrent collectivement au dialogue diplomatique actif, aux forums et aux centres de partage des connaissances, aux formations économiques ou politiques régionales ou mondiales, et à la coopération au développement. Ces activités entre les pays du sud sont désignées collectivement par la coopération Sud-Sud (CSS).

La CSS représente une opportunité pour les pays du sud de créer des espaces alternatifs afin de poursuivre leur trajectoire de développement. Il est nécessaire d'étudier et d'examiner de manière approfondie les expériences mondiales des pays engagés dans le CSS pour que les pays du Sud manient cette coopération comme un outil de développement plus efficace.

Ce guide d'IBON sert d'aperçu et d'exploration initiale de la complexité de la coopération Sud-Sud, de ses particularités comme mode de coopération au développement, des opportunités qu'elle apporte, et des défis auxquels elle est confrontée.